



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  située en haut à gauche de cette page Résana.

Économie et vie des entreprises

- « Première ligne de défense économique du territoire », la Douane normande livre ses chiffres - Paris Normandie
- Accroître la production de gazole à Port-Jérôme-sur-Seine - quel impact sur les prix ? - Paris Normandie
- À Rives-en-Seine, une grève intermittente chez Revima suite à l'échec d'accords salariaux - Paris Normandie
- « Il ne faut pas rêver » - pour la CGT de la raffinerie de Gravenchon, augmenter la production ne fera pas baisser les prix
- Ukraine, Moyen-Orient - la région Normandie lance un fonds d'investissement pour les PME de la défense – ICI
- Saint-Romain-de-Colbosc - Notre usine est sacrifiée - colère et inquiétude après l'annonce choc de Gestamp – Le courrier cauchois
- VivaTech 2026 - la Normandie met en avant ses start-up innovantes - La Gazette France

Sécurité

- « J'ai entendu une déflagration » - après l'explosion, la frayeur des habitants de Sotteville-lès-Rouen - Paris Normandie
- RN27 et A84 - les conducteurs priés de changer leurs habitudes - Paris Normandie
- Météo. Orages et vent - toute la Normandie placée en vigilance jaune - Paris Normandie
- Ponts de Tancarville et de Normandie - la circulation en partie interdite à cause du vent - Paris Normandie
- Protoxyde d'azote- la législation se durcit pour lutter contre son usage détourné, annonce Laurent Nuñez - Paris Normandie
- Les sauveteurs en mer du Tréport secourent une embarcation perdue dans le brouillard – 76 actu
- Près de Saint-Valery-en-Caux. Fuite de gaz - 10 habitants évacués, 80 abonnés privés de gaz - Le courrier cauchois

Collectivités locales et équipements publics

- Ras-le-bol du pont Colbert fermé - à Dieppe, un rassemblement organisé samedi 28 mars - Paris Normandie

Environnement

- Pourquoi la Seine-Maritime est-elle toujours soumise aux épisodes de pollution de manière plus longue et plus intense que les autres départements normands ? – France 3

Justice

- Ils géraient un service de ferry VIP pour les migrants depuis la côte normande, deux passeurs condamnés en Angleterre - ICI
- Racket en sortie de boîte de nuit - « les victimes sont terrifiées à l'idée de représailles » - Paris Normandie
- « J'avais envie, c'est tout » - dans un bus à Rouen, il agresse sexuellement une lycéenne – 76 actu

Santé

- Semaine de l'autisme à Dieppe - « Lutter contre les idées reçues » avec Marlène Van As - Paris Normandie

Faits divers

- Fécamp. François Picot introuvable depuis décembre 2020 - l'ARPD à la recherche du moindre indice - Paris Normandie

Éducation

- Finale du concours Innov'Alim - découvrez les trois projets des étudiants yvetotais - Paris Normandie – Paris Normandie

Patrimoine

- « Une architecture exceptionnelle méconnue » - Neufchâtel-en-Bray obtient un nouveau label patrimoine - Paris Normandie

Municipales 2026

- Municipales 2026 dans l'agglomération havraise - six recours déposés après le résultat des urnes - Paris Normandie
- Municipales à Fécamp - la campagne d'entre-deux-tours tendue laissera-t-elle des traces - Paris Normandie
- Municipales 2026 à Rouen. L'ancien président de la Métropole Frédéric Sanchez quitte la vie politique - Paris Normandie
- Municipales 2026. Après sa défaite à Isneauville, la maire sortante saisit le Tribunal administratif – 76 actu

Acteurs publics

- Fonction publique - les syndicats réclament le retrait de la réforme du temps partiel thérapeutique

- La “décentralisation” de l’évaluation des politiques publiques gagne du terrain

« Première ligne de défense économique du territoire », la Douane normande livre ses chiffres

Guillaume LEJEUNE

6–8 minutes

Justice. Trafic de stupéfiants, contrefaçons, immigration illégale, lutte contre le crime organisé : les gabelous normands n'ont pas chômé en 2025. État des lieux en six chiffres.



Le port du Havre demeure la principale porte d'entrée du trafic de cocaïne en France. - Photo : Guillaume Lejeune/Paris Normandie.



Publié: 24 Mars 2026 à 16h38 Temps de lecture: 1 min

Sur tous les fronts. Ou presque. L'année 2025 aura une nouvelle fois été riche d'enseignements et de saisies pour la Douane

normande, particulièrement les effectifs qui couvrent le littoral.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

[À commencer par les trois terminaux maritimes du Havre dédiés aux conteneurs](#), ce port demeurant le premier accès direct à la France et à l'Europe d'importation astucieuse de cocaïne.

1,9

Presque deux tonnes de produits stupéfiants ont été mises au jour, principalement sur le port du Havre et spécifiquement dans des conteneurs. Une valeur marchande de quelque 130 M€. Dont 464 kg de cocaïne saisis au milieu de bouteilles de rhum en provenance de Cuba et 594 kg envoyés de Guyana.

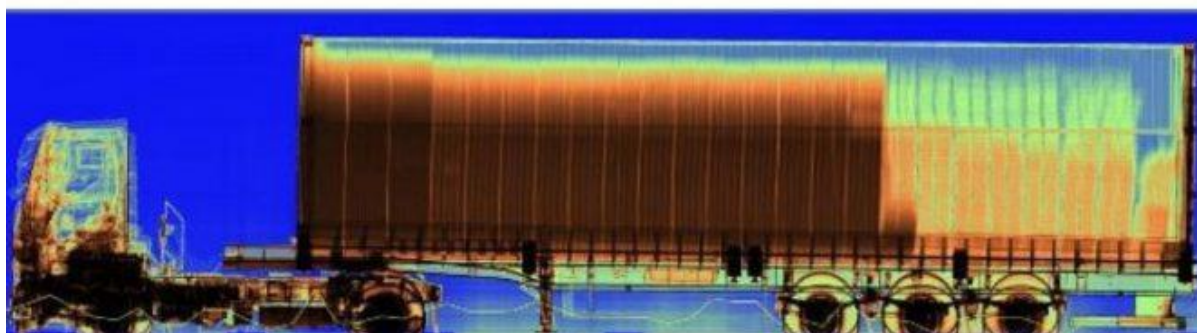
Sur le plan national, les saisies sont en hausse de 49 %.

En 2024, 9,4 tonnes de cocaïne étaient tombées dans l'escarcelle des fonctionnaires havrais. Depuis, les organisations criminelles empruntent de nouvelles routes. Dans le même temps, la « *première ligne de défense économique du territoire* » a déployé davantage de moyens pour lutter contre la poudre blanche si... prisée !

34,6

En pourcentage, c'est l'évolution de la quantité de [tabac supplémentaire de contrebande](#) par rapport à 2024 sortis du circuit l'an dernier. Vingt-trois tonnes de produits ont été saisis en 2025.





Année faste pour les gabelous qui ont mis la main sur 23 tonnes de tabac de contrebande. - Photo : Douane de Normandie.

Parmi les gros coups enregistrés, les douaniers de Rouen mettent en place un contrôle routier sur l'A28. La fouille de véhicules permet de saisir 10 944 cartouches de cigarettes soit 2,1 tonnes de marchandise.

Deuxième bonne pioche, un conteneur en provenance du Moyen Orient, et à destination d'Anvers, sentait un peu (trop) fort le tabac sur le port du Havre. À la clé, 28 299 cartouches de cigarettes pour un poids total de 5,6 tonnes.

Enfin, à Cherbourg, un poids lourd prêt à embarquer sur un ferry n'ira pas plus loin. Dans la remorque, 22 palettes complètes de cigarettes, soit 7,04 tonnes.





Grâce au marquage de l'un des chiens antistupéfiants, plus de 105 kg de résine de cannabis ont été mis au jour par les douaniers rouennais dans un utilitaire. - Photo : Douane normande.

118 440

C'est le nombre de paires de chaussures qui ne seront pas vendues en France après que la cargaison a été stoppée à l'arrivée du porte-conteneurs au Havre. Il s'agissait [de contrefaçons](#) de Crocs et autres sandales de marques célèbres. Les services douaniers normands ont saisi plus d'un million d'articles de contrefaçons après que les marques ont sollicité la douane pour la défense de leurs intérêts économiques.

Le 5 juin, 11 016 boîtes de briques d'assemblage ont été découvertes en provenance de Chine. Des produits qui peuvent présenter des dangers pour leurs (jeunes) utilisateurs.

454

C'est le nombre de tonnes de produits alimentaires non conformes interceptés par la Douane normande en 2025. [Riz en provenance du Pakistan](#), pâte de cacao, café ou encore jus de fruits conditionnés dans des bidons similaires à ceux utilisés pour la lessive liquide : ces produits ont vocation à être détruits ou réexpédiés par l'opérateur.

365 710

C'est la valeur, en euros, des 11 988 pièces de monnaie, bijoux et ornements antiques découverts en juillet dernier par les douaniers

de Dieppe, lors du contrôle en gare maritime. Ces marchandises étaient dissimulées dans un cabriolet s'apprêtant à embarquer vers le Royaume-Uni.

Ces objets provenaient de l'ouest de la Turquie. Il s'agit d'un record national en nombre de pièces saisies en une fois.

112 570

C'est, toujours en euros, la valeur de ces ossements authentiques de tricératops interceptés par la Douane de Cherbourg. Ils étaient expédiés des USA. Les analyses ont été menées par un expert local ainsi qu'un spécialiste du CNRS.

Dans le cas présent, l'importateur n'a pas pu produire de certificat ad hoc, notamment de détention et de circulation. Une année faste sur le terrain du trafic de vestiges archéologiques pour l'État.

Lire aussi

[Au Havre, les syndicalistes alertent : « Franklin » en péril, usagers et salariés en danger](#)

[Restaurants de plage au Havre : réouverture samedi 28 mars 2026 pour une nouvelle saison](#)

[Municipales 2026 dans l'agglomération havraise : six recours déposés après le résultat des urnes](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Le Havre](#) [Seine-Maritime](#) [Cherbourg-en-Cotentin \(Manche\)](#) [Dieppe](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Accroître la production de gazole à Port-Jérôme-sur-Seine : quel impact sur les prix ?

Barbara HUET

6–7 minutes

La raffinerie North Atlantic de Port-Jérôme-sur-Seine a l'autorisation d'augmenter sa production de 10 %. Le gazole et le kérosène, deux produits en tension, sont concernés. De son côté TotalEnergies, à Gonfreville-l'Orcher, est déjà au maximum de ses capacités de production.



La raffinerie de Port-Jérôme-sur-Seine a l'autorisation d'augmenter sa production de 10 %. - North Atlantic



« *La crise au Moyen-Orient et les tensions autour du détroit d'Ormuz font monter les prix de l'énergie partout dans le monde. (...) Nous renforçons notre capacité à produire en France : le gouvernement a demandé et permis à la raffinerie de Gravenchon d'augmenter rapidement ses capacités.* » Une [annonce](#) faite par le Premier ministre, Sébastien Lecornu, via le réseau [social X](#), en fin d'après-midi, lundi 23 mars 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Au-delà du « *coup de projecteur sur le site de Port-Jérôme-sur-Seine** », comme le souligne la CFDT, que représente concrètement cette déclaration ? « *Nous avons l'autorisation – en restant donc dans le cadre des normes environnementales – d'augmenter notre production de 10 %* », indique Catherine Brun, porte-parole de la raffinerie North Atlantic ([anciennement ExxonMobil](#)). Ce qui représente 15 000 tonnes de gazole et 12 000 tonnes de carburant pour l'aviation supplémentaire, par mois. Ces deux produits sont, en effet, « *en tension* » : actuellement la France importe 50 % de son gazole et de son kérosène.

Avancer le passage au gazole été

L'usine de Port-Jérôme-sur-Seine réalise 21 % de la capacité de raffinage du pays, soit 12 millions de tonnes de produits (tous confondus) par an. Ou encore « *33 000 tonnes de produits par jour, puisque l'on travaille 24 heures sur 24, en 3X8* », détaille Catherine Brun.

Dans ce contexte – et avec l'une de ses deux unités en arrêt, pour une vaste opération de maintenance programmée – comment le site va-t-il réussir à produire davantage ? « *Il y a beaucoup d'ingénieurs qui travaillent pour ajuster les unités et optimiser le fonctionnement de l'outil* », répond, sans plus de détails, la porte-parole.





La raffinerie de Port-Jérôme-sur-Seine a l'autorisation d'augmenter sa production de 10 %. - Archives BORIS MASLARD

À l'[Ufip](#) (Union française des industries pétrolières), une piste, parmi d'autres, est évoquée : *« Si l'on avance la date de passage au gazole été**, il est possible d'augmenter les capacités de production de quelques petits pourcents »*, résume Bénédicte Ruty, la secrétaire générale.

Pas de pénurie

Chez [TotalEnergies](#), en revanche, et comme dans les autres raffineries de France, aucun accroissement n'est prévu, puisqu'*« elles affirment être au maximum de leurs capacités »*.

Si seul North Atlantic peut permettre de *« détendre légèrement le marché, à hauteur de 2 ou 3 % »*, cela n'aura, de toute façon, pas d'[impact sur les prix](#).

D'autant que *« le prix du carburant est lié au prix du pétrole brut et pas à la quantité de production »*, relève [Christophe Aubert](#), coordinateur syndical CGT chez [North Atlantic](#). Ce dernier ajoute, à l'attention de l'État : *« Pour produire plus, il aurait fallu conserver des capacités suffisantes de raffinage. »* En faisant référence, notamment, à la fermeture de Petroplus à Petit-Couronne en 2013.

Enfin, pour l'heure, il n'est pas question de pénurie : *« On s'approvisionne en pétrole brut du Moyen-Orient, à hauteur de*

seulement 10 % », reprend la secrétaire générale de l'Ufip.

D'ailleurs, « les stocks stratégiques n'ont pas encore été débloqués en France, contrairement à d'autres pays ».

* : La commune nouvelle de Port-Jérôme-sur-Seine regroupe Notre-dame-de-Gravenchon, Auberville-la-Campagne, Touffreville-la-Cable et Triquerville.

** : Les gazoles ont une saisonnalité été et hiver avec des spécifications adaptées (plus résistant au froid pour l'hiver).

Lire aussi

[Au Havre, les syndicalistes alertent : « Franklin » en péril, usagers et salariés en danger](#)

[Restaurants de plage au Havre : réouverture samedi 28 mars 2026 pour une nouvelle saison](#)

[Municipales 2026 dans l'agglomération havraise : six recours déposés après le résultat des urnes](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#) [Port-Jérôme-sur-Seine \(Seine-Maritime\)](#) [Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Normandie](#) [Seine-Maritime](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



À Rives-en-Seine, une grève intermittente chez Revima suite à l'échec d'accords salariaux

Brice Recotillon

4-5 minutes

Dans un contexte de négociations annuelles obligatoires (NAO), syndicats et direction de Revima n'ont pas trouvé d'accord concernant les revalorisations salariales collectives et individuelles. Une grève intermittente a donc débuté ce mardi 24 mars 2026.



Publié: 24 Mars 2026 à 16h03 Temps de lecture: 2 min

Dans la matinée du mardi 24 mars 2026, le parking de l'entreprise Revima s'est transformé en un point de convergence pour plusieurs centaines de salariés. L'intersyndicale représentée par la CGT, FO et CFE CGC tenait un piquet de grève intermittent suite au récent échec des [négociations annuelles obligatoires](#) (NAO). Une banderole annonçant le mouvement social a également été déroulée sur le grillage de la société spécialisée dans la révision et l'entretien de matériels aéronautiques.





Plusieurs centaines de salariés ont effectué 2 heures de grève. -
Paris Normandie

Grève intermittente

« À l'exception de la réunion de vendredi qui a duré 2 heures, les autres entretiens ont duré 10 minutes maximum. On ne peut pas appeler ça une négociation », déplore Béatrice Porte, élue à la CGT. La direction proposait notamment une revalorisation globale des non-cadres de 0,9 %, correspondant au niveau de l'inflation. Les membres de l'intersyndicale regrettent que les négociations aient été rapidement interrompues sans qu'un compromis ne soit trouvé. Ainsi, elle invite les salariés volontaires à faire grève 2 heures par jour devant l'entreprise.

Il y a une grosse incompréhension des salariés qui ne comprennent pas le niveau des augmentations globales proposé par la direction.

Ricardo Dos Santos, Délégué syndical

« Il y a une grosse incompréhension des salariés qui ne comprennent pas le niveau des augmentations globales proposé par la direction, ni du niveau de l'intéressement par rapport aux résultats de l'année dernière », détaille Ricardo Dos Santos, délégué CGT.

« En 2025, c'est quand même l'année record de Revima CEC depuis sa création. Les entités train d'atterrissage et moteurs auxiliaires ont été plus que bénéficiaires avec un résultat net de 35 millions, et 15 millions de dividendes remontés au niveau du

groupe », poursuit Nicolas Rettagliati, délégué syndical FO Revima.

« Il y a une volonté de la part de la direction d'aller vite dans les négociations. On a exposé nos arguments et on n'ira pas plus loin », confirme Franck Dirou, représentant syndical CFE CGC.

Contactée, la direction de Revima n'a, à cette heure, pas donné suite à notre demande.

Lire aussi



[On fait quoi ce week-end dans le pays de Caux ?](#)



[Yvetot : Dominique Taladun Chauvel, les raisons d'un succès](#)



"Il ne faut pas rêver" : pour la CGT de la raffinerie de Gravenchon, augmenter la production ne fera pas baisser les prix

Écrit par admin

9–11 minutes

Face à l'explosion des prix à la pompe depuis le début de la guerre au Moyen-Orient le 28 février dernier, le gouvernement encourage les raffineurs présents sur le territoire français à augmenter leur capacité de production. Mais selon Christophe Aubert, coordinateur CGT du groupe North Atlantic pour la raffinerie de Gravenchon à Port-Jérôme-sur-Seine (ex ExxonMobil), cette annonce a ses limites et ses conséquences.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, l'a annoncé mardi 24 mars 2026 : il va falloir augmenter la production de carburants pour limiter la flambée des prix à la pompe.

Mais est-ce vraiment possible de produire plus ? Et est-ce que cela aura un impact sur les prix ? Christophe Aubert, coordinateur CGT du groupe North Atlantic pour la raffinerie de Gravenchon à Port-

Jérôme-sur-Seine (ex ExxonMobil), la deuxième plus grande de France après celle de TotalEnergies à Gonfreville l'Orcher, a répondu à nos questions.

La raffinerie de Gravenchon a-t-elle vraiment les capacités d'accélérer le rythme ?

Christophe Aubert : À la suite d'une réunion organisée la semaine passée (jeudi 19 mars, ndlr) au ministère de l'Économie et des Finances, une lettre a été adressée aux gérants des six raffineries françaises. North Atlantic, la société qui gère la raffinerie de Gravenchon (Seine-Maritime), et deuxième plus importante de France, possède une capacité maximale de 12 millions de tonnes de pétrole brut par an, donc nous ne pourrions pas produire davantage, c'est techniquement impossible.

En revanche, il existe une marge de manœuvre en augmentant le débit, de l'ordre de 10 %, ce qui représenterait environ 15 000 tonnes de kérosène supplémentaires.

Mais il ne faut pas rêver cela ne changera pas significativement la capacité de production, d'autant que la moitié de la raffinerie est actuellement à l'arrêt pour maintenance pendant plusieurs semaines, ce qui prive temporairement le site de 40 % de ses capacités. Il faudra peut-être augmenter les moyens sur les installations.

L'annonce du gouvernement vise surtout à augmenter les capacités de raffinage en diesel ou en carburateurs (utilisés notamment dans l'aviation). Quel serait l'impact d'une telle décision ?

Sur les 57 millions de tonnes de pétrole brut traitées en France, la raffinerie de Gravenchon représente à elle seule 20 % de la capacité nationale. Notre objectif est de produire pour répondre à une demande et à des besoins, et nous le faisons déjà.

Par ailleurs, 50 % du gazole consommé en France est importé, notamment du Moyen-Orient. Si l'on regarde bien, il n'y a pas de pénurie d'essence, de carburant ou de kérosène.

Si le Premier ministre souhaite faire un effet d'annonce en affirmant que l'augmentation des capacités permettra de faire baisser les prix et de réduire les tensions sur le marché des produits raffinés en Europe, c'est utopique.

Dans un contexte de guerre entre l'Ukraine et la Russie, et de sanctions européennes contre Moscou, les importations de gazole sont fortement contraintes. Cela crée des tensions et oblige à se tourner vers d'autres fournisseurs, comme le Moyen-Orient ou les États-Unis.

Aujourd'hui, il n'y a pas de pénurie ni de files d'attente dans les stations-service dues à un manque de carburant. En revanche, il existe une forme de spéculation de la part de certains acteurs du raffinage, qui profitent des conflits internationaux en Ukraine ou au Moyen-Orient pour augmenter leurs marges. Le carburant est disponible.

Alors que proposez-vous ?

Et bien, pour faire baisser les prix à la pompe, il faut agir sur la TVA imposée par l'État, réduire les taxes sur les carburants ou encore plafonner les prix à 1,80 euro. En revanche, ce n'est certainement pas en augmentant les capacités de raffinage de produits finis que les tarifs vont diminuer.

Le Premier ministre devrait également s'interroger sur la fermeture de six raffineries entre 2010 et 2026, dont celle de Petroplus à Rouen. Ces décisions ont réduit les capacités de raffinage en France, alors qu'aujourd'hui, on constate que nous ne sommes plus en mesure de répondre pleinement à la demande des Français.

Enfin, il apparaît clairement que nous ne pouvons pas nous passer du pétrole brut à l'heure actuelle, aussi bien pour les carburants

que pour toute la chaîne pétrochimique qui en dépend.

[Fondée en 1929, la société Shell a cédé en 2008 à la société PETROPLUS une raffinerie située à Petit-Couronne, avant de disparaître définitivement du paysage. • © FTV](#)

Six raffineries françaises sont encore en activité sur le territoire, certaines déjà au maximum de leur capacité comme TotalEnergies. Va-t-on vers la fin du raffinage français ?

Il existe aujourd'hui une politique de décarbonation de nos industries, liée notamment à la réduction de l'usage des énergies fossiles. Cela signifie, à terme, une remise en question du raffinage en France et en Europe, notamment à travers les orientations de production et les directives européennes, qui imposent de diminuer fortement la consommation d'énergies fossiles en raison de leur impact environnemental.

Si l'on reste dans ce schéma, nous deviendrons de plus en plus dépendants des autres pays pour notre approvisionnement en produits énergétiques, notamment les carburants destinés au transport.

Le pétrole pourrait, à terme, disparaître en France, oui. Ce sont des choix à faire qui sont entre les mains de l'État. Cela pourrait arriver si les législateurs, au niveau européen comme national, poursuivent cette stratégie visant à réduire, voire supprimer les énergies fossiles, jugées nuisibles pour l'environnement, plutôt que de développer des dispositifs de filtration et de captation du CO₂.

Quelles alternatives pour une France résiliente ?

Il faut d'abord mettre en place des mesures pour réduire les émissions de CO₂ à la sortie des raffineries, en développant des dispositifs de filtration et de captation, ainsi que des équipements moins énergivores. Il est également possible de remplacer certains

usages du fioul par de l'électricité afin de limiter l'impact environnemental.

En revanche, il ne faut pas supprimer le raffinage car aujourd'hui, il conditionne en partie notre indépendance énergétique.

L'enjeu est donc de développer de nouvelles technologies de captation du CO₂, tout en menant, en parallèle, une transition vers des énergies renouvelables. Cela passe notamment par le développement des biocarburants, que l'on peut produire en s'appuyant sur les infrastructures de raffinage existantes.

[En 2013, les salariés des usines luttent déjà pour préserver le raffinage en France. • © FTV](#)

Ces évolutions sont possibles, mais elles n'empêcheront pas, à court et moyen terme, le recours au pétrole brut, notamment pour les transports, la pêche ou l'agriculture. Il ne faut pas oublier non plus que derrière le pétrole se trouve toute une industrie pétrochimique et pharmaceutique essentielle.

L'objectif est donc de produire autrement, avec des procédés plus respectueux de l'environnement, tout en favorisant des énergies comme l'éolien, l'hydraulique ou le solaire. Cela implique de construire un véritable mix énergétique, capable de répondre à la fois aux enjeux environnementaux et aux besoins de la population.

Car si demain on arrêta de produire du pétrole, de nombreux objets du quotidien comme un stylo en plastique par exemple poseraient immédiatement la question de leur fabrication, avec quelles solutions et quelles matières premières de substitution.

Et les marges de manœuvre pour l'industrie française ?

Il est un peu absurde de penser que l'on peut se passer du pétrole d'ici 2030, tout simplement parce que nous n'avons pas encore trouvé de solutions intermédiaires suffisantes, ni de perspectives.

On le voit avec les voitures électriques : certains constructeurs font

marche arrière, car les consommateurs, face au coût d'achat et d'entretien, reviennent vers les motorisations thermiques, jugées plus accessibles. Cela traduit une réalité des besoins et des contraintes économiques.

J'espère donc que les responsables politiques réévalueront leur position. Notre objectif est de démontrer que le raffinage reste aujourd'hui indispensable.

Propos recueillis par Solène Anson.

Ukraine, Moyen-Orient : la région Normandie lance un fonds d'investissement pour les PME de la défense - ICI

Martin Cotta

5-6 minutes

Résultats des élections municipales 2026



La région Normandie lance un fonds d'investissements pour les PME spécialisées dans la défense © Radio France - Martin Cotta

Publié le mardi 24 mars 2026 à 16:46 Mis à jour le mardi 24 mars 2026 à 18:16

Qui veut la paix, prépare la guerre. En raison de la multiplication des conflits armés dans le monde, la région Normandie lance ce mardi un fonds d'investissement pour les PME de la défense, afin qu'elles puissent répondre aux commandes des grands donneurs d'ordre dans les prochaines années.

La région Normandie participe à "l'effort de guerre". Taïwan, Ukraine et maintenant Moyen-Orient, les conflits armés imposent aux 100 entreprises normandes spécialisées dans la défense, d'accélérer les cadences de production d'équipements. Ce mardi, la région Normandie a créé officiellement le fonds d'investissement "Normandie Défense". **Soit cinq millions d'euros et bientôt dix, à**

disposition des PME qui devront produire plus dans les années à venir.

La Région répond ainsi à l'appel d'Emmanuel Macron, le président de la République, qui en 2025 a demandé aux industriels français d'être plus productifs. *"L'idée, c'est qu'on soit là pour soutenir leur investissement en rentrant dans le capital des entreprises et en faisant en sorte qu'en ayant plus de fonds propres, elles puissent s'endetter plus facilement et donc investir, développer de nouvelles chaînes de production et derrière embaucher"*, explique Hervé Morin, le président de région.

"L'idée, bien sûr, n'est pas de s'adresser à Thalès ou Safran, mais aux TPE, aux PME qui ont des besoins d'investissements importants, qui ont parfois des problématiques de trésorerie, de fonds de roulement", précise l' élu.

Les acteurs du fonds d'investissement Normandie Défense autour du président de région Hervé Morin ce mardi 24 mars 2026 ©
Aucun(e) - Jean-François Hamon / Région Normandie

En Normandie, [près de 80 PME travaillent dans le secteur de la défense](#). Elles fabriquent par exemple [des pièces pour l'avion Rafale dans le Calvados](#), des cartes électroniques pour les radars des sous-marins dans le Cotentin ou des modes de propulsion dans l'aérospatiale en Seine-Maritime. Les commandes des grands groupes comme Thalès ou Safran vont augmenter pour les sous-traitants. Sans parler du **futur porte-avions France Libre**, livré d'ici 2038.

Des milliers d'offres d'emploi à venir

Le fonds Normandie Défense de la région et de deux banques, Crédit Agricole et Groupama, doit permettre d'investir le plus rapidement possible. Le problème, par contre, concernera la main-d'œuvre. *"Les besoins vont être énormes"*, prédit Philippe Eudeline, président de Normandie Aerospace, avec pas moins **de 2.500 emplois proposés par an sur les cinq prochaines années**.

"Le jour où on va avoir de la visibilité sur la commande, on va embaucher. Et là, pour le coup, les ressources ne seront pas formées dans les entreprises normandes, que ce soit des opérateurs sur les lignes de fabrication, que ce soit des techniciens, des ingénieurs dans le domaine de la qualité, des méthodes, de la R&D, des commerciaux", ajoute Alain Dulac, président du Fonds Normandie Défense, par ailleurs PDG de Factem à Bayeux, la PME qui fabrique des casques pour les avions Rafale.

- [Aéronautique \(industrie\)](#)
- [industrie](#)
- [Emploi – Travail](#)
- [Défense nationale](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- La Région Normandie et les trois départements côtiers - Manche, Seine-Maritime, Calvados - ont annoncé ce lundi leur intention de dépenser près de 4 millions d'euros dans le cadre d'un plan d'investissement de 7,7 millions d'euros pour maintenir les sauveteurs en mer de la SNSM à flot.

Le 21/07/2025 à 19:43

- Jusqu'au 4 janvier 2026, Normandes et Normands sont invités à s'exprimer sur leur région : que faire pour valoriser la Normandie et

Saint-Romain-de-Colbosc. "Notre usine est sacrifiée" : colère et inquiétude après l'annonce choc de Gestamp

Cédric Thomire

3–4 minutes

Coup dur pour les 59 salariés de l'usine Gestamp Sofedit à [Saint-Romain-de-Colbosc](#). Selon les représentants du personnel, la direction de la société aurait annoncé son intention d'arrêter complètement l'activité sur ce site industriel situé sur la zone d'activité de l'aérodrome. Un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) a été déclenché le 2 mars. Une période légale de concertation avec les représentants syndicaux s'est ouverte pour deux mois et demi. *"La direction a justifié cet arrêt de l'activité par une baisse d'activité. Elle veut concentrer la production sur d'autres sites du groupe. En clair, notre usine de Saint-Romain-de-Colbosc est sacrifiée !"*, lâche Anthony Paillette, délégué syndical CFDT. Gestamp Sofedit dispose de trois usines en France, à Sermaises (dans le Loiret), à Le Theil-sur-Huisne (Orne) et à Gouzeaucourt (Nord).

L'usine fabrique des pièces détachées pour Renault

Gestamp a une activité essentielle pour l'industrie cauchoise, puisqu'elle produit des pièces détachées pour le [Trafic, véhicule utilitaire fabriqué chez Renault Sandouville](#). *"Nous fournissons des traverses de bord, des coupelles d'amortisseurs, des traverses avant et arrière, qui forment le squelette du véhicule"*, détaille Anthony Paillette.

L'intersyndicale CFDT CGT indique que les relations avec la direction sont tendues. *"Notre directeur a aussi la direction d'un autre site qui va reprendre notre production"*, confient les syndicats, qui estiment que *"ce n'est pas de bon augure"*. *"Il est là pour fermer notre usine"*, déplore Anthony Paillette. D'autant que selon les représentants du personnel, Gestamp a fait du stock de pièces pour pouvoir fournir son client au-delà de la fermeture du site. L'intersyndicale dit aussi que *"les mêmes pièces que nous sont produites dans une usine en Espagne"*. *"Ils ont tout prévu pour qu'on ne puisse pas avoir de moyens de pression en bloquant par exemple les approvisionnements de Renault Sandouville"*, déclare le représentant de la CFDT.

"La situation va être dure à vivre pour les familles"

Le syndicat a fait appel à un cabinet d'expertise pour analyser les documents du PSE. Elle a demandé un allongement de la durée du PSE que la direction lui a refusé lundi 23 mars. *"Nous ne connaissons pas encore les mesures de reclassement et les indemnités supralégales que Gestamp va nous proposer. Mais on sait que la situation va être dure à vivre pour les familles. Il y aurait 48 postes à pourvoir dans les autres usines du groupe. Mais ici la moyenne d'âge des salariés est de 50 ans. Ce n'est pas facile de partir quand on est installé ici depuis 20 ans, avec des conjoints qui ont leur travail. Beaucoup ont fait toute leur carrière ici"*, témoigne Anthony Paillette.

La rédaction du *Courrier Cauchois* a contacté la direction de l'entreprise, qui n'a pas été en mesure de répondre au moment du bouclage de cet article.

VivaTech 2026 : la Normandie met en avant ses start-up innovantes

Par Chloé Guerout

4-5 minutes

Dossier

La Normandie sera à nouveau représentée à VivaTech. Pour cette dixième édition, qui aura lieu en juin, 19 start-up régionales seront présentes dans le collectif We Are Normandy.



© VivaTech 2025

Publié le 24 mars 2026 - Mis à jour le 24 mars 2026

VivaTech est l'un des plus grands salons européens dédiés à l'innovation et aux technologies. Organisé chaque année à Paris, l'événement réunit start-up, grandes entreprises, investisseurs et acteurs publics autour des grandes tendances technologiques, de

l'intelligence artificielle à la transition écologique, en passant par la santé, la finance et l'industrie.

En 2026, la sélection We Are Normandy met en avant le dynamisme des entreprises normandes dans des secteurs technologiques en forte croissance, comme la MedTech, la DeepTech, la GreenTech, la FinTech ou encore la HRTech, illustrant la capacité d'innovation du territoire. Ainsi, 18 start-up ont été sélectionnées pour participer à cette dixième édition.

Les start-up normandes sélectionnées sont...

ADCIS (Calvados) développe des solutions d'analyse et de traitement d'images intégrant l'intelligence artificielle pour l'industrie et la santé. **Concerti** (Calvados) conçoit des objets musicaux innovants dédiés au bien-être, à l'éducation et à la thérapie par la musique. **CWF-CoWorkFit** (Eure) propose une plateforme collaborative dédiée au sport santé et au bien-être.

ExMachinia (Calvados et Seine-Maritime) développe des solutions d'intelligence artificielle souveraines et éthiques, dont un photobooth créatif basé sur l'IA. **GetCaaS** (Seine-Maritime) propose une solution SaaS de génération automatique de comptes rendus de réunions avec hébergement de données en France.

Babbar (Seine-Maritime) développe IBOU, un moteur de recherche conversationnel européen basé sur l'intelligence artificielle.

InMind-VR (Calvados) conçoit des solutions de réalité virtuelle pour l'évaluation cognitive et la recherche scientifique. **ezacae** (Eure) développe des applications métiers en low-code et un outil d'audit qualité dédié à ces technologies. **Kayo** (Seine-Maritime) propose une plateforme de gestion et d'analyse des données événementielles.

Latitude GPS (Eure) développe des solutions d'agriculture de précision, du GPS agricole au tracteur autonome. **Lili for Life** (Seine-Maritime) conçoit des solutions lumineuses facilitant la lecture des personnes dyslexiques. **Mandaryne** (Calvados) est une

plateforme immobilière permettant aux agents d'obtenir des mandats auprès de particuliers.

TAMI (Calvados) développe un agent d'intelligence artificielle vocal pour automatiser les entretiens de recrutement. **Octo'System** (Manche) propose une plateforme de gestion de capteurs pour collectivités et entreprises. **ORION SporTech** (Calvados) développe une solution de régie sportive automatisée pour la performance et la monétisation des contenus.

Paktol (Seine-Maritime) développe une application mobile facilitant l'accès à la finance décentralisée. **RMAN Sync** (Calvados) utilise l'intelligence artificielle pour optimiser et décarboner la supply chain. **VITA AC** (Calvados) développe une intelligence artificielle cognitive embarquée pour robots autonomes. La dernière start-up sélectionnée est **MatchMaBrand** qui connecte athlètes et marques partageant les mêmes valeurs pour des partenariats authentiques.

VivaTech 2026 se déroule à Paris du 18 au 20 juin 2026.

« J'ai entendu une déflagration » : après l'explosion, la frayeur des habitants de Sotteville-lès-Rouen

Robin Rioult

6–8 minutes

Une bonbonne de gaz a explosé, mardi 24 mars 2026, sur le chantier du groupe scolaire Franklin-Raspail, à Sotteville-lès-Rouen. Maîtrisé par les pompiers, l'incident n'a fait aucun blessé mais a fortement marqué les riverains.



Par Robin Rioult

Publié: 24 Mars 2026 à 18h01 Temps de lecture: 1 min

Mardi 24 mars 2026, c'est une pause du midi agitée qui attendait les personnes présentes dans le centre de Sotteville-lès-Rouen. À 11h54, une détonation a retenti dans l'enceinte du groupe scolaire Franklin-Raspail, actuellement en travaux et qui était vide de tous ses élèves. Le choc a créé une colonne de fumée noire, qui s'est rapidement dissipée mais qui a eu le temps de marquer les esprits.

L'origine de l'explosion ? Une bonbonne de gaz, utilisée pour renforcer l'étanchéité du toit. Elle s'est enflammée du côté de la maternelle Benjamin Franklin. Elle servait à effectuer des soudures. Vingt-neuf soldats du feu, à bord de douze véhicules, se sont déplacés en urgence sur les lieux. Le sinistre a été maîtrisé à

12h25 grâce au déploiement de deux lances à incendie. Un périmètre de sécurité a été mis en place par les forces de l'ordre.



Un périmètre de sécurité a été mis en place par les forces de l'ordre. - Paris Normandie

« J'ai entendu une grosse déflagration »

Aucune victime n'a été signalée. *« Au moins il n'y a pas de blessés, mais ce n'est pas rassurant d'entendre une explosion comme ça, reconnaît une vendeuse de la [boulangerie Briant](#), située à deux encablures. Ça a bien tremblé dans la boutique ! C'était impressionnant, surtout avec la colonne de fumée. »*





L'explosion est survenue peu avant midi, mardi 24 mars 2026. -
Photo Facebook Bruno Breton

Elle n'est pas la seule à avoir eu un coup de frayeur. Sur place, au niveau du cordon de sécurité, ils sont nombreux à avoir jeté un œil pour voir ce qu'il se passait. « *C'est quand même une école, il y a de quoi penser au pire* », a lancé un passant.

J'étais assise devant la télé et j'ai entendu une grosse déflagration et tout de suite derrière, j'ai vu un nuage noir, épais.

Colette, Riveraine

Colette, que l'on sent très marquée, habite l'un des immeubles voisins de l'école. « *J'étais assise devant la télé et j'ai entendu une grosse déflagration et tout de suite derrière, j'ai vu un nuage noir, épais.* » Il ne lui faut que quelques secondes pour décider d'évacuer. En passant, « *j'ai senti le gaz, j'ai eu le réflexe de fermer tout de suite ma baie vitrée.* »



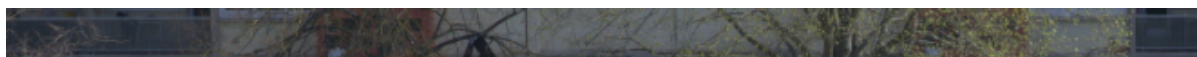


Vingt-neuf soldats du feu, à bord de douze véhicules, se sont déplacés en urgence sur les lieux. - Paris-Normandie

La riveraine s'est retenue de prendre l'ascenseur, en cas de panne, et a dévalé les escaliers aussi vite que possible. « *En sortant il y avait déjà la police, qui avait réagi !* » Le commissariat n'est qu'à quelques pas des lieux de l'explosion. Les agents indiquent à Colette comment évacuer les lieux. « *On a respiré pas mal de fumée, je ne me sentais pas trop bien donc je suis allée m'asseoir à la pharmacie* », conclut la Sottevillaise, qui craignait une intoxication.

« Plus de peur que de mal »

Depuis le début des travaux en 2024, les enseignants et les élèves de l'école font cours, non loin, dans des préfabriqués. Ils étaient aux premières loges. [Le maire tout juste réélu, Alexis Ragache](#), est passé les rassurer. L'édile le reconnaît, il aurait préféré que le mandat commence d'une manière moins tendue. « *On est dans une caisse de résonance, donc l'explosion a fait beaucoup de bruit dans le secteur mais, a priori, il y aurait plus de peur que de mal* », a-t-il résumé, lors d'un point presse. Aucun ouvrier n'a été blessé, « *il n'y avait personne sur le toit à ce moment-là.* »





Le toit du bâtiment scolaire est devenu noir sous la force de l'explosion de la bonbonne de gaz. - Jean-Claude Hertel, riverain.

Les travaux de l'école seront-ils impactés ? « *Je n'en ai aucune idée pour le moment, reconnaît Alexis Ragache. Ça fait partie des éléments qu'il faut que l'on puisse vérifier, mais ça se fera dans un second temps. L'urgence pour nous dans ces cas-là c'est de mobiliser un maximum de service. (...) Je ne vous cache pas que j'étais particulièrement inquiet avant de venir sur place, pour vérifier que les choses étaient circonscrites.* » Rapidement la situation s'est stabilisée, mais les riverains ne sont pas près d'oublier ce 24 mars 2026.

Lire aussi



[À Rouen, une bouquinerie café pas comme les autres ouvre ses portes](#)



RN27 et A84 : les conducteurs priés de changer leurs habitudes

Philippe Dufresne

4–5 minutes

Quatre accidents en une semaine touchant les agents de la route, cette situation est inadmissible. La direction départementale des routes réclame une prise de conscience des usagers.



La Dirno tire la sonnette d'alarme quant aux accidents touchant ses agents (Illustration) - Arnaud Commun / Paris Normandie



Publié: 24 Mars 2026 à 17h45 Temps de lecture: 1 min

La Direction Interdépartementale des Routes Nord-Ouest (Dirno) tire la sonnette d'alarme. En une seule semaine, quatre [accidents](#) se sont produits sur des zones de chantier du réseau routier national. Il s'agit plus exactement de trois collisions sur la RN27 sur

l'axe Rouen-Dieppe et sur l'autoroute A84, entre Rennes et Caen .

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Le bilan humain est lourd : un décès et un blessé grave. La Dirno indique également que les dégâts matériels sont conséquents, avec la destruction de plusieurs véhicules d'intervention (trois FLR, un fourgon et deux camions).

Flèches lumineuses de rabattement

La Dirno précise qu'à chaque fois il s'agit de dispositifs de signalisation de chantier, notamment des FLR (Flèches lumineuses de rabattement). Un comble quand on sait que ces systèmes sont justement conçus pour être visibles à longue distance et prévenir efficacement les conducteurs.

Cela indique clairement que, malgré les moyens techniques et l'engagement des équipes, la prudence ne s'impose pas. Il faut donc que les usagers, eux-mêmes, modifient leurs comportements. En clair, il faut adapter sa vitesse et modifier sa conduite à l'approche de FLR.

Sécurité des agents

Les zones de chantier sont pourtant fortement signalées, à plus de 300 mètres en amont. Les FLR remplissent leur rôle, mais leur efficacité dépend de la vigilance des conducteurs. Le message central est clair : *« la sécurité des agents et des usagers dépend avant tout du respect des règles, en particulier du corridor de sécurité, qui impose de ralentir et de s'écarter au maximum lors de l'approche d'une intervention. »*

Lire aussi



Météo. Orages et vent : toute la Normandie placée en vigilance jaune

Garance Ferrard

~4 minutes

Avant la neige, les orages et le vent ? Météo France a placé, mardi 24 mars 2026, un département normand en vigilance jaune vent. Pour la journée de mercredi, c'est toute la Normandie qui est concernée.



Publié: 24 Mars 2026 à 17h30 Temps de lecture: 2 min

Alors que la neige est annoncée en fin de semaine, la [Normandie](#) va faire face à une première vigilance météo, mercredi 25 mars 2026. [Météo France](#) vient de placer l'ensemble des départements normands en vigilance jaune orage et vent. La Manche est déjà placée en vigilance jaune vent, mardi, à partir de 21 heures. On fait le point.

En ce qui concerne la vigilance jaune vent, elle est valable pour toute la journée de mercredi sur les cinq départements. Pour la vigilance orages, elle sera plus localisée dans trois départements. Dans le Calvados, l'Eure et la Seine-Maritime, ils sont attendus entre 12h à 21 heures.

De son côté, la préfecture maritime évoque un avis de grand frais à coups de vent qui devrait se poursuivre jusqu'au jeudi 26 au matin.

« Il est prévu un vent de secteur sud-ouest de force 6 en fin de journée (sur l'échelle Beaufort) puis vire ouest à nord-ouest 7 à 8

dans la nuit accompagné de fortes rafales localement violentes sous averses. Le vent s'oriente ouest et mollit 6 à 7 le matin pour toute la journée accompagné de fortes rafales localement violentes sous les orages avant l'amélioration des conditions jeudi matin », explique-t-elle dans un communiqué.

Quelques conseils et appel à la prudence

Comme pour chaque épisode météorologique de la sorte, la préfecture maritime recommande :

- De consulter la météo, les coefficients et les horaires de marée, et si nécessaire de se faire expliquer ce que cela implique concrètement
- De ne pas sortir seul et d'informer ses proches de ses intentions au préalable (lieu, heure de départ et si possible de retour)
- De disposer d'un moyen de communication pour alerter les secours en mer (téléphone portable chargé et placé dans une poche étanche pour joindre le 196, ou via le canal 16 sur VHF)
- De rester à proximité d'un point de repli et de conserver un point de repère visuel sur le littoral (en montant, la marée peut modifier considérablement la perception de l'environnement)
- De privilégier les plages et secteurs du littoral sous surveillance d'un poste de plage et de respecter les réglementations d'interdiction d'activités de baignade, nautique ou de plaisance

Lire aussi



Ponts de Tancarville et de Normandie : la circulation en partie interdite à cause du vent

Paris Normandie

3–4 minutes

Les départements de la Seine-Maritime et de l'Eure sont placés sous vigilance jaune pour vents et orages. La CCI Seine Estuaire a dû prendre des mesures concernant la circulation sur les ponts de Tancarville et de Normandie.



Le pont de Normandie, comme celui de Tancarville est, en partie, interdit à la circulation - Photo d'illustration Paris Normandie

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Publié: 25 Mars 2026 à 07h46 Temps de lecture: 1 min

Ce matin du mercredi 25 mars 2026, la Normandie s'est réveillée sous le vent, les giboulées et les orages. On a mesuré jusqu'à 101 kilomètres à Octeville-sur-Mer, 104 au cap de la Hève, au nord du Havre.

Les départements de la Seine-Maritime et de l'Eure [sont placés sous vigilance jaune vent et orage jusqu'à 21 heures](#).

Jusqu'à nouvel ordre

Rapidement, la Chambre de commerce et d'industrie Seine Estuaire, gestionnaire des ponts de Tancarville et de Normandie a pris la décision d'y interdire la circulation aux deux roues (immatriculés ou non) ainsi qu'aux piétons. Une interdiction valable de 5 heures du matin et jusqu'à nouvel ordre. Décision prise également pour le viaduc du Grand canal.

Elle en concerne pas les véhicules des services de secours, des forces de l'ordre et des gestionnaires de réseau.

Lire aussi

[Au Havre, les syndicalistes alertent : « Franklin » en péril, usagers et salariés en danger](#)

[Restaurants de plage au Havre : réouverture samedi 28 mars 2026 pour une nouvelle saison](#)

[Municipales 2026 dans l'agglomération havraise : six recours déposés après le résultat des urnes](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



Protoxyde d'azote: la législation se durcit pour lutter contre son usage détourné, annonce Laurent Nuñez

AFP

2-3 minutes

Le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez a fait plusieurs annonces concernant la lutte contre l'usage détourné du protoxyde d'azote, mardi 24 mar 2026.



Par AFP

Publié: 24 Mars 2026 à 21h26 Temps de lecture: 1 min

Laurent Nuñez a annoncé mardi soir sur TF1 un durcissement de la législation contre l'usage détourné du [protoxyde d'azote](#), considéré comme un fléau dangereux, avec notamment la création de trois délits punissant sa consommation et son transport.

Prison et amende

Le ministre de l'Intérieur a expliqué ainsi qu'inhaler le produit serait passible d'une «peine d'un an de prison et de 3.750 euros d'amende» avec possibilité d'une amende forfaitaire de 200 euros. Le transport du produit sans motif légitime sera passible «de 2 ans de prison et 7.500 euros d'amende» et la conduite sous son emprise de « 3 ans de prison et 9.000 euros d'amende» a-t-il

ajouté.

Un commerce le vendant illégalement fera l'objet d'une fermeture administrative.

Lire aussi



[Municipales 2026 : à Poissy, Karl Olive, député proche de Macron, échoue à reprendre la mairie](#)



[Municipales 2026 : camouflet pour Dati et Bayrou, Philippe conforté... Les résultats des personnalités](#)



Les sauveteurs en mer du Tréport secourent une embarcation perdue dans le brouillard

3–4 minutes

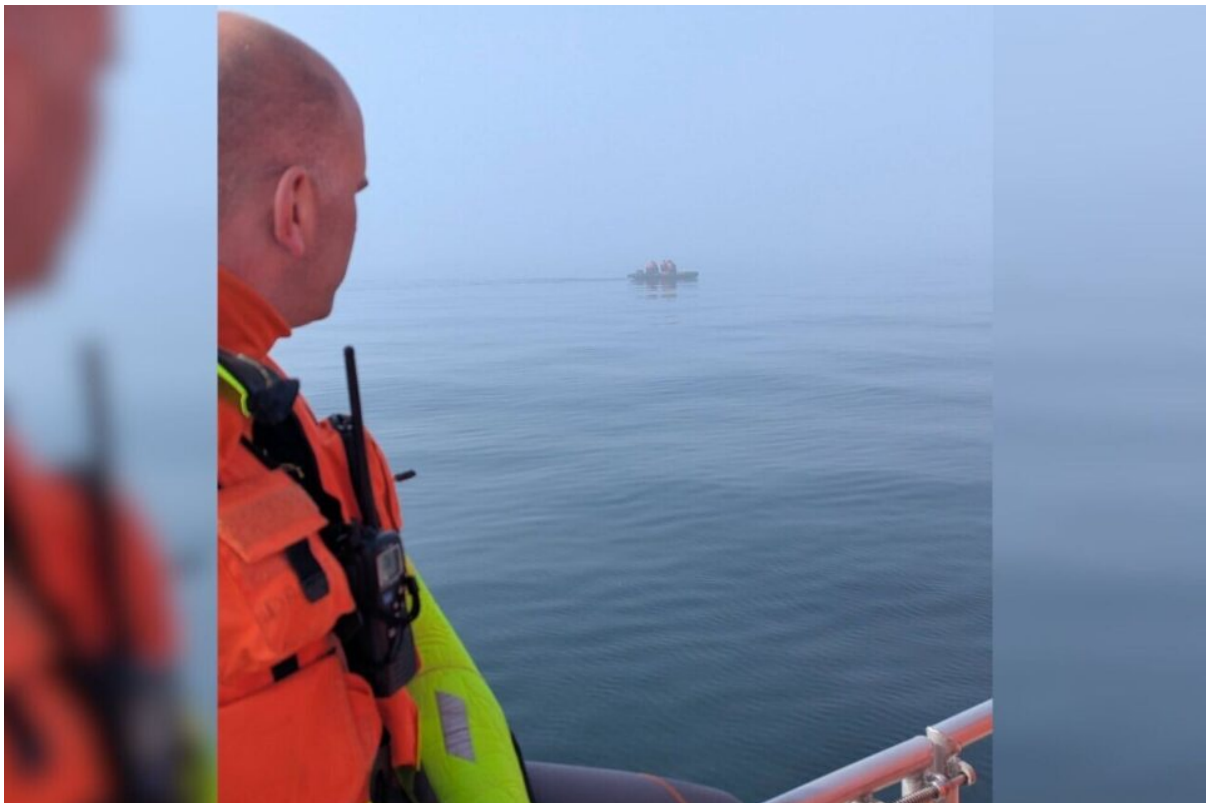
Lundi 23 mars 2026, les sauveteurs en mer SNSM du Tréport sont partis secourir six personnes qui tentaient de rejoindre le Royaume-Uni dans le froid et le brouillard.

Sur le même thème

[Port du Tréport](#)

[SNSM](#)

[Villes Soeurs](#)



Les sauveteurs en mer du Tréport sont intervenus lundi 23 mars.

©Facebook SNSM Le Tréport

Par [Lucas Farcy](#) Publié le 24 mars 2026 à 14h41

Lundi 23 mars 2026, les **sauveteurs en mer** de la station SNSM [du Tréport](#) sont intervenus pour porter assistance à une petite embarcation transportant **six ressortissants étrangers**. Au départ, c'est un navire de pêche qui a alerté le **sémaphore d'Ault**, vers 13h, pour indiquer la position du petit bateau dont le moteur était défaillant, et l'a accompagnée jusqu'à l'arrivée des sauveteurs.

« La **vedette SNS209** prend la mer avec six membres d'équipage dont un nageur dans un brouillard très épais », expliquent les sauveteurs dans un message posté sur leur page Facebook. « À notre arrivée, nous prenons en charge deux passagers exténués, qui souffrent d'hypothermie légère ».

La préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord précise dans un communiqué que « dans un premier temps, seuls deux migrants demandent à être récupérés. Après plusieurs heures d'attente, les quatre derniers occupants demandent finalement à être eux aussi secourus par le SNS 209 ».

C'est ainsi que les sauveteurs du Tréport ont suivi l'embarcation jusqu'à la pointe du Hourdel, avant de prendre en charge tous les occupants dans leur vedette et de remorquer l'embarcation jusqu'au port du Tréport. « Les occupants sont alors pris en charge par les pompiers puis par la gendarmerie », ajoute la SNSM. L'opération s'est terminée à 19h.

La Préfecture explique que « déterminés à rejoindre le Royaume-Uni, les migrants qui effectuent les traversées à bord d'embarcations précaires refusent l'assistance proposée par les moyens français et ne l'acceptent que confrontés à des situations d'extrême urgence. Compte tenu de la fragilité structurelle des embarcations systématiquement surchargées, le choix est fait de ne pas contraindre les migrants à embarquer sur les moyens de sauvetage de l'État, pour éviter de mettre en péril leur vie en cas de naufrage ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

Lundi 23 mars, le Cross (Centres régional opérationnel de

surveillance et de sauvetage) Gris-Nez a « engagé les moyens de l'État sur cinq opérations concernant des embarcations qui ont tenté la traversée de la France vers le Royaume-Uni. 24 personnes ont été secourues ».

Les sauveteurs comme la Préfecture rappellent que les victimes ou témoins d'un événement en mer peuvent contacter les secours en composant le 196, ou le canal 16 sur la CHF.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Près de Saint-Valery-en-Caux. Fuite de gaz : 10 habitants évacués, 80 abonnés privés de gaz

Nicolas Durand

1-2 minutes

Ce mardi 24 mars, un important dispositif de secours a été mobilisé [sur la Grande Rue à Vittefleury](#). L'alerte a été donnée peu avant 11 heures, après la découverte d'une fuite sur une conduite de gaz moyenne pression (quatre bars) au niveau de l'église.

A lire aussi. [Près de Barentin. Fuite de gaz : six habitations évacuées après un incident de chantier](#)

Des habitants évacués et des abonnés privés de gaz

Les sapeurs-pompiers ont procédé à la détection et à l'évacuation des riverains. Au total, 10 habitants ont été évacués et environ 80 abonnés ont été privés de gaz pour une durée estimée à quatre heures. La fuite a été rapidement stoppée par les équipes de GRDF.

Une dizaine de sapeurs-pompiers présents

Pour sécuriser la zone, 13 sapeurs-pompiers ont été mobilisés avec trois engins et une lance à incendie à titre préventif. La gendarmerie était également présente pour sécuriser les abords.

Aucune victime n'est à déplorer. Les autorités recommandent néanmoins d'éviter le secteur jusqu'à la fin de l'opération.

Ras-le-bol du pont Colbert fermé : à Dieppe, un rassemblement organisé samedi 28 mars

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

3–4 minutes

Alors que Ports de Normandie vient de communiquer sur sa possibilité de rouvrir le pont Colbert à la circulation fin mai... en l'absence de nouvel aléa, le maire et le président de l'agglo appellent à un rassemblement populaire.



Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 24 Mars 2026 à 14h43 Temps de lecture: 1 min

Marre. Ras-le-bol de voir le pont Colbert revenu en place, plus de 26 mois après sa dépose pour restauration, sans qu'il puisse recevoir à nouveau la circulation automobile, condamnant encore plus longtemps le quartier du Pollet à être un quasi-cul-de-sac.

Un manque de « garantie ferme »

Alors qu'il avait promis de « *prendre son téléphone pour joindre le directeur d'Eiffage et celui de Ports de Normandie* », le maire tout juste réélu Nicolas Langlois ne semble pas satisfait par [la dernière communication de Ports de Normandie](#) : « *Le groupement d'entreprises qui réalise la restauration du pont Colbert vient de*

faire parvenir à Ports de Normandie un nouveau descriptif des travaux d'ajustement à réaliser » qui « laisse espérer une mise en route du pont fin mai ». Le manque de « garantie ferme » ne convainc pas du tout les élus.

Aussi, avec le président d'agglomération Sébastien Jumel, les deux élus ont annoncé s'associer à l'appel du comité de sauvegarde du pont, qui appelle à un grand rassemblement populaire, samedi 28 mars à 11 h au pied du pont, côté Pollet. Associations, commerçants, habitants... sont invités à venir y participer.

Lire aussi



[RN27 et A84 : les conducteurs priés de changer leurs habitudes](#)



[« Première ligne de défense économique du territoire », la Douane](#)

Pourquoi la Seine-Maritime est-elle toujours soumise aux épisodes de pollution de manière plus longue et plus intense que les autres départements normands ?

Écrit par Yves Asernal

3–4 minutes

Pendant une semaine, un voile aux pollutions aux particules fines a stagné sur la Seine-Maritime. Un épisode qui s'explique par un cocktail printanier : conditions météo, activité agricole, trafic routier, mais aussi par la concentration industrielle de la vallée de la Seine qui rend ce département structurellement plus exposé que ses voisins normands.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Depuis la fin de la semaine dernière, un voile de pollution stagne sur Rouen, son agglomération et l'ensemble de la Seine-Maritime. Ce mardi 24 mars 2026, le phénomène ne semble pas pourtant décourager les sportifs qui continuent à s'entraîner en plein air sur les berges de la Seine.

Atmo Normandie, chargée de surveiller quotidiennement la qualité

de l'air, ne parle pas de pic isolé mais d'un épisode de pollution intense, avec des niveaux élevés de PM10, des particules fines en suspension dans l'atmosphère.

Ce sont des épisodes au mois de mars, au mois d'avril qui sont réguliers.

Christophe Legrand, directeur adjoint d'Atmo Normandie

[La qualité de l'air mardi 24 mars • © F3 Normandie](#)

Les conditions printanières (douceur, ensoleillement, reprise de l'activité agricole) favorisent en effet la formation de ces particules, issues d'une combinaison d'azote, d'ammoniaque et de polluants routiers.

Les conditions météo, l'activité agricole, le trafic routier, mais aussi par la concentration industrielle de la vallée de la Seine rend le département de la Seine-Maritime structurellement plus exposé que ses voisins normands.

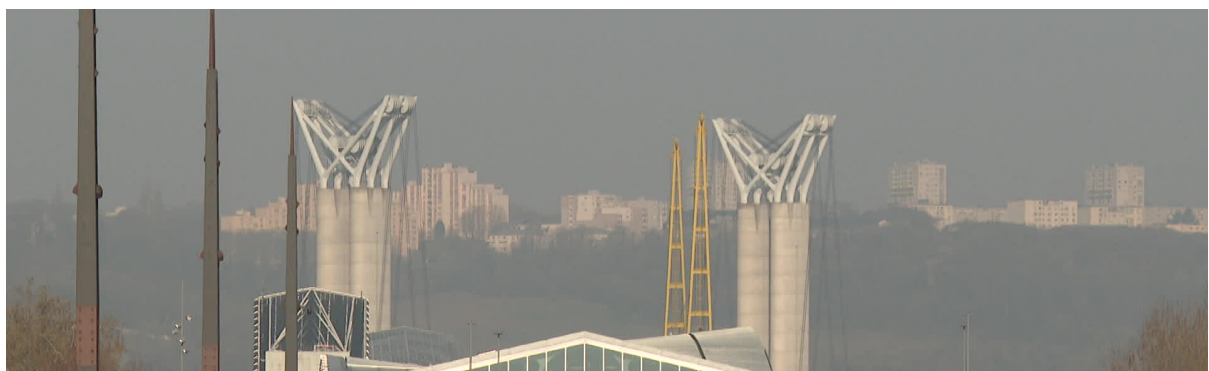
Face à cet épisode, les recommandations sont claires : réduire ou reporter les activités physiques intenses, limiter les sorties en particulier pour les personnes vulnérables. Le professeur Christophe Marguet, pneumologue, pédiatre et allergologue, souligne un risque supplémentaire lié à la saison pollinique.

Si vous avez un pic de pollution et un pic d'allergènes, vous allez avoir un risque plus augmenté de faire des crises d'asthmes ou d'être gêné.

Christophe Marguet, pneumologue

VIDÉO. Reportage de Stéphane Gérain et Didier Meunier :

durée de la vidéo : 00h01mn49s





Episode de particules fines en Seine Maritime • ©F3 Normandie

L'épisode a pris fin, mercredi 25 mars grâce aux masses d'air venues de l'océan qui sont venues balayer les particules dans l'atmosphère.

Ils géraient un service de ferry VIP pour les migrants depuis la côte normande, deux passeurs condamnés en Angleterre - ICI

Christine Wurtz

5–7 minutes

Résultats des élections municipales 2026



La Border Force et les garde-côtes britanniques ont arraisonné le bateau au large de l'île de Wight le 12 mars 2026. © Aucun(e) - National Crime Agency

Publié le mardi 24 mars 2026 à 15:55 Mis à jour le mardi 24 mars 2026 à 18:17

INFO ICI Normandie. Deux passeurs ukrainiens ont été condamnés le 12 mars à des peines de prison ferme par la justice britannique. Repérés par les gendarmes de la section de recherches de Rouen, ils transportaient des migrants vers l'Angleterre depuis la Côte d'Albâtre à bord d'un yacht.

Deux passeurs de nationalité ukrainienne ont été condamnés le 12 mars 2026 à des peines de prison ferme par la justice britannique. Ils avaient été repérés en juillet par **les gendarmes de la section de recherches de Rouen**, et interpellés par les autorités britanniques. Ils transportaient régulièrement des migrants vers

l'Angleterre depuis la Côte d'Albâtre à bord d'un yacht.

L'enquête débute à l'été 2025, lorsque les gendarmes de la section de recherches de Rouen sont alertés par les mouvements suspects d'un yacht, dans le port du Havre. Ils préviennent alors **la NCA, la National Crime Agency**, leur homologue outre-Manche. La police aux frontières britannique et les garde-côtes vont suivre le yacht Uforia dans la Manche avant de l'aborder au large des côtes de l'île de Wight. À bord, deux Ukrainiens de 37 et 43 ans ainsi que cinq passagers : quatre hommes de nationalité albanaise et une femme originaire du Vietnam qui comptaient rejoindre le Royaume-Uni. L'un des quatre hommes était également recherché au Royaume-Uni pour des infractions liées à la drogue.

Des traversées régulières vers l'Angleterre

Selon le communiqué publié par la NCA, deux migrants ont expliqué aux enquêteurs qu'ils avaient été dirigés vers un hôtel à Fécamp (Seine-Maritime). De là, ils avaient été pris en charge par l'Uforia, qui avait remonté la côte normande depuis Le Havre, le 20 juillet 2025. L'un a affirmé avoir payé **16.000 livres sterling pour la traversée** (environ 18.500 euros), tandis qu'un autre a déclaré qu'il devait payer 13.000 livres sterling (environ 15.000 euros) à son arrivée.

L'enquête menée par la NCA, en collaboration avec la section de recherches de la gendarmerie de Rouen, a pu établir la preuve que le yacht avait déjà effectué plusieurs traversées durant les étés 2024 et 2025, le yacht Uforia ayant mouillé à Brighton et dans d'autres marinas de la côte sud de l'Angleterre à plusieurs reprises, notamment le 10 août 2024. *"Le maître de port d'Itchenor, dans le West Sussex, a signalé une activité suspecte à la police après que l'Uforia a été aperçu entrant dans le port avec six migrants à bord"*, précise le communiqué. À une autre occasion, en juin 2025, le navire avait quitté Fécamp avec trois migrants présumés à bord et avait navigué vers la région de Chichester.

"Un service de ferry à prix premium"

Les deux Ukrainiens jugés pour *"facilitation de l'immigration illégale"* ont plaidé coupable devant la Crown Court de Portsmouth, le 14 novembre 2025. Le 12 mars 2026, un juge du même tribunal les a condamnés à **5 et 6 ans de prison**.

"Ces hommes géraient ce qui ne peut être décrit que comme un service de ferry, transportant à chaque fois un petit nombre de personnes à travers la Manche, mais leur facturant un prix premium pour ce service", explique **Julian Harriman, enquêteur principal de la NCA**. *"Ils pouvaient gagner des dizaines de milliers de livres à chaque traversée, mais nous avons pu travailler avec nos partenaires français pour mettre fin à cette entreprise. Cibler les passeurs comme ceux-ci reste une priorité pour la NCA, et nous faisons tout notre possible pour perturber et démanteler les réseaux impliqués, où qu'ils opèrent."* **Les deux hommes vont purger leur peine et seront ensuite expulsés.**

- [immigration](#)
- [Migrants – Réfugiés](#)
- [justice](#)
- [Littoral](#)
- [mer - océan](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

Racket en sortie de boîte de nuit : « les victimes sont terrifiées à l'idée de représailles »

Madeleine Meunier

5–6 minutes

Une sortie de boîte de nuit, des rackets et des violences. Ismaël et Enzo, 18 et 20 ans, ont comparu le 18 mars devant le tribunal correctionnel de Dieppe. Leur jeune âge a interrogé sur le sens d'une peine de prison ferme.



Par Madeleine Meunier

Publié: 24 Mars 2026 à 10h50 Temps de lecture: 2 min

4h00 du matin le mardi 17 mars, des groupes de jeunes sortent de la boîte de nuit le Panama à Dieppe. Cesar est accompagné de 2 amis, Valentin et Malone. Lucas est avec sa petite amie, Shaïna, et sa tante. Ces deux groupes vont faire une mauvaise rencontre, celle d'Enzo, Ismaël et Kenzo.

Résultat des méfaits, une doudoune dérobée à César, une tentative de vol sur Lucas, plusieurs bagarres et une peur bleue pour les victimes. César aura plusieurs jours d'incapacité de travail après avoir pris, au sol, des « coups de pied dans la tête ».

Mauvais endroit, mauvais moment ?

Ismaël et Enzo ont passé 41 jours en détention provisoire avant de comparaître devant le tribunal de Dieppe. Ils ont respectivement 18 et 20 ans. S'ils assument avoir été présents ce soir-là, aucun ne reconnaît les faits de violences et d'extorsions. « J'ai plutôt essayé de séparer, de minimiser la situation. » explique Enzo à la barre. « Je me suis retrouvé dans une histoire qui n'était pas la mienne. J'ai pris des coups donc j'ai aussi mis un coup de pied, je n'aurais pas dû. » enchaîne Ismaël.

Enzo est vendeur en poissonnerie, il dit avoir « trouvé sa voie », être « dans le droit chemin ». Pour Ismaël, la situation est plus difficile. Après une enfance à l'ASE et des relations très conflictuelles avec sa mère, il est marqué par sa solitude et un passé difficile qui ne le rend « pas très causant » selon son avocate, Pauline Avenel.

Fermeté ou peine d'exemple ?

Côté parties civiles, les avocates insistent sur la peur des représailles, l'importance de punir ces agressions malheureusement trop fréquentes. Le ministère public leur emboîte le pas en requérant 30 mois de prison ferme dont 12 mois de sursis probatoire pendant 2 ans pour les deux prévenus.

Pas question de faire de son client une peine d'exemple pour Maître Pauline Avenel. « Mon client est un gamin qui a subi » rappelle-t-elle. « Ça rime à quoi d'envoyer un gamin de 18 ans pendant 18 mois en prison alors qu'il est déjà tout seul ? » Maître Anne-Sophie Leblond, avocate d'Enzo, pointe le risque d'une détention « avec des criminels d'un autre niveau ». « Ce n'est pas sa place, sa place, c'est son travail, sa famille ». Toutes les deux demandent la relaxe de leur client.

Le tribunal a relaxé Enzo, et partiellement Ismaël. Il est reconnu coupable du vol de la doudoune de César et des violences sur Shaïna. Il passera 14 mois en prison, et 12 sous sursis probatoire de 2 ans, avec plusieurs obligations de soins, une interdiction de

paraître à Dieppe, et le paiement de dommages et intérêts aux victimes. Il a dix jours pour faire appel.

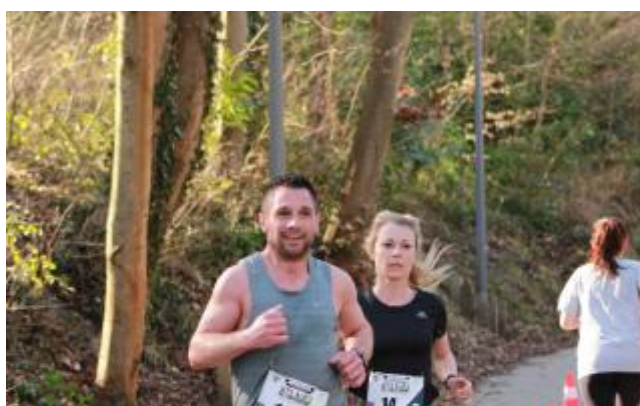
Lire aussi



[RN27 et A84 : les conducteurs priés de changer leurs habitudes](#)



[« Première ligne de défense économique du territoire », la Douane normande livre ses chiffres](#)



actu.fr

« J'avais envie, c'est tout » : dans un bus à Rouen, il agresse sexuellement une lycéenne

4–5 minutes

Vendredi 20 mars 2026, un homme de 53 ans a été condamné par le tribunal de Rouen (Seine-Maritime) pour avoir agressé sexuellement une jeune fille dans un bus.

Sur le même thème

[Justice](#)

[Tribunal de Rouen](#)

Article réservé aux abonnés [S'abonner](#)



Un homme de 53 ans a été condamné par le tribunal pour avoir agressé sexuellement une jeune femme dans un bus à Rouen début février 2026. (©Archives/Actu.fr)

Par [Fabien Massin](#) Publié le 24 mars 2026 à 19h06

L'homme ne semblait pas vraiment conscient de la gravité des faits qu'il a commis, pourtant bien réels et **particulièrement traumatisants pour la jeune victime**. Vendredi 20 mars 2026, un homme de 53 ans était jugé par le tribunal de [Rouen \(Seine-Maritime\)](#) pour des faits d'agression et d'exhibition sexuelle commis à l'encontre d'une personne mineure.

La lycéenne filme son agresseur

Début février, Sabrina*, 17 ans, prend le bus comme tous les matins pour aller au lycée. Sauf que ce jour-là, un homme s'assoit à côté d'elle, Laurent*. Il lui pose une main entre les jambes, tente de l'embrasser en lui maintenant le visage entre ses mains, lui caresse et lui lèche la poitrine. Il lui présente également son sexe pour qu'elle le touche.

Apeurée, la jeune femme tente de le repousser, et pour recueillir des preuves des faits, **elle le filme dans ses tentatives d'attouchements**. Elle poste d'ailleurs rapidement une vidéo sur les réseaux sociaux.

Arrivé à la station Théâtre des Arts, Laurent continue à suivre Sabrina, et se met à se masturber devant elle. **Mais la jeune femme réussit à prendre la fuite**.

Dans le box des accusés, Laurent, qui a été placé en détention provisoire, tente de se justifier, *via* son interprète en langue des signes (il est sourd-muet depuis la naissance). « **C'est elle qui s'est approchée de moi et qui a commencé à me caresser**, dit-il. Cela m'a surpris, mais ensuite je lui ai tapoté la cuisse et

caressé la joue. Je lui ai caressé la poitrine et elle m'a pris le sexe. »

Une version qui peine à convaincre le tribunal. « Sur la vidéo on voit clairement qu'elle essaye de vous repousser, vous maintenez que c'est elle qui a commencé à avoir des gestes à caractère sexuel ? », interroge le président, qui demande plus d'explications à l'accusé sur ses gestes : « **J'avais envie, c'est tout.** »

Déficiences mentale et altération du discernement

De l'expertise psychiatrique menée ensuite, il ressort que Laurent présente une déficience mentale « **de nature à altérer son discernement** », et qu'il a un « niveau de conscience très élémentaire », ainsi qu'une absence de notion de consentement. Il semble également que le fait que la jeune fille soit mineure soit un élément peu significatif pour lui.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Au vu de tous ces éléments, le tribunal **a condamné Laurent à un an de prison avec sursis**** — probatoire pendant deux ans, c'est-à-dire qu'au moindre faux pas pendant cette période c'est directement la prison —, **à l'obligation de soins**, à l'interdiction d'entrer en contact avec la victime et à l'inscription au fichier des délinquants sexuels.

**Les prénoms ont été changés.*

*** Cette peine est susceptible d'appel. Tout justiciable demeure présumé innocent tant que toutes les voies de recours n'ont pas*

été épuisées.

Suivez l'actualité de Rouen sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Semaine de l'autisme à Dieppe : « Lutter contre les idées reçues » avec Marlène Van As

Anne-Sophie Groué-Ruaudel

4–5 minutes

Pour la semaine « Tous en bleu pour l'autisme » sur le thème des droits et devoirs, un forum et une marche sont organisés samedi à la salle des Congrès et sur le front de mer. La Dieppoise Marlène Van As, très engagée, présente sa nouvelle association pour sensibiliser et inclure.



Par Anne-Sophie Groué-Ruaudel

Publié: 25 Mars 2026 à 07h02 Temps de lecture: 2 min

Qu'est-ce que l'association CUB3 ?

Marlène Van As : « CUB3 Adultes Autistes Autrement est une association de personnes autistes adultes, créée en janvier 2026. Sa particularité est d'être entièrement portée par des personnes directement concernées, avec la volonté de faire entendre une parole authentique, issue du vécu. Elle s'adresse au grand public, mais aussi aux professionnels (éducation, santé, social), aux entreprises, aux collectivités et aux institutions. Ses objectifs sont de sensibiliser à une vision plus juste de l'autisme, de lutter contre les idées reçues, et de favoriser une inclusion réelle dans tous les

domaines de la société. L'association agit également pour valoriser les compétences, les parcours et les réalités des personnes autistes, trop souvent invisibilisées ou mal comprises. »

Quel sera son rôle dans la Semaine « Tous en bleu pour l'autisme » qui commence ce samedi 28 mars ?

« CUB3 participera à plusieurs actions de sensibilisation sur le territoire. Notamment via un débat-conférence avec l'APEI à l'issue de la projection du film *Différente* à DSN (le 1er avril à 14 h), qui donnera la parole à des personnes directement concernées.

L'objectif est d'échanger avec le public, répondre aux questions, déconstruire certains stéréotypes et promouvoir une approche plus inclusive et respectueuse des personnes autistes. »

Quels sont les projets de l'asso et comment adhérer ?

« CUB3 développe des actions de sensibilisation et de formation auprès de différents publics : établissements scolaires, structures médico-sociales, entreprises et institutions. Pour adhérer, il est demandé une cotisation avec un minimum de 10 € pour les usagers, 20 € pour les actifs et à partir de 50 € pour les bienfaiteurs. Il est possible de suivre les actions de CUB3 sur Facebook, Instagram, LinkedIn ou par mail à l'adresse pro@cub3. »

Semaine « Tous en bleu pour l'autisme » sur le thème « Autiste et Citoyen – Droits, devoirs et neurodiversité », dès ce samedi 28 mars : journée d'information de 10 h à 17 h à la salle des Congrès, avec une Marche pour l'autisme dès 14 h 30 sur le front de mer.

Lire aussi



Fécamp. François Picot introuvable depuis décembre 2020 : l'ARPD à la recherche du moindre indice

Matthias Chaventré

5-7 minutes

La disparition de François Picot à Fécamp en décembre 2020 demeure inexpliquée. Simplement, sa carte d'identité avait été retrouvée à Saint-Valery-en-Caux. L'association Assistance et recherche des personnes disparues relance un appel à témoignage, même le plus mince.



Lors des premiers appels à témoins, la photo de François Picot avait été largement diffusée. - DR



Sa disparition avait secoué de nombreuses personnes à Fécamp et dans ses environs. En décembre 2020, la police lançait un appel à témoins. François Picot, alors âgé de 53 ans, n'était plus apparu depuis plusieurs jours. Ses proches ne l'ont jamais revu.

L'association Assistance et recherche des personnes disparues (ARPD) émet à son tour un appel à témoignage. « *Toute information, même minime, peut être déterminante pour orienter les recherches* », mentionne-t-elle.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

[Le jeudi 10 décembre 2020](#), l'homme quittait son domicile à pied, vers 13h45, pour effectuer une promenade, selon sa famille. Il portait un jean, un blouson bleu marine avec liseré vert, un bonnet bleu avec des lignes grises et des chaussures Adidas de type tennis marron foncé. L'appel à témoins précisait à l'époque qu'« *il avait en sa possession sa carte d'identité et une attestation de déplacement dérogatoire* », en cette période de deuxième confinement lié au Covid.

Sa carte d'identité sur le marché de Saint-Valery

En mai 2021, [l'enquête sur la disparition de François Picot était relancée par le parquet](#). Quelques semaines plus tôt, une personne avait curieusement retrouvé la carte d'identité du porté disparu, sur le marché de Saint-Valery-en-Caux. Le document avait été transmis aux objets trouvés de la Ville, puis au commissariat.

ARPD : 900 bénévoles à travers la France

[L'association Assistance et recherche des personnes disparues](#) a été créée en 2003 et a pris une dimension importante depuis 2015. Elle compte aujourd'hui 900 bénévoles à travers le territoire. « *On va dire qu'il y a un quart d'anciens policiers, gendarmes, etc. Et le reste, ce sont des gens de la société civile, de toutes origines, un certain nombre de retraités, un certain nombre d'étudiants* », nous a récemment détaillé Philippe Folletet, vice-président régional

Auvergne-Rhône-Alpes. L'association agit principalement « *sur la base de demandes qui sont faites par des familles, de rechercher les personnes disparues. Disparues de toutes les manières possibles.* » Volontairement ou non, accidentellement ou non, en lien avec des maladies dégénératives ou liées à des tendances suicidaires, etc. [Aussi, l'association tente de mettre des noms sur des personnes enterrées sous X.](#) À Fécamp, elle s'est chargée de l'identification d'un homme de type méditerranéen décédé en septembre 2001. Il avait été retrouvé au pied des falaises de Fécamp.

Deux cicatrices

Cette fois, l'ARPD cherche à remettre la main sur François Picot. Lors de sa disparition, il mesurait 1,85 m et pesait 95 kg. Il était porteur de lunettes. Ses cheveux étaient courts et châtain clair, « *un peu dégarnis* ». Surtout, l'ARPD rappelle un élément bien particulier. L'homme a « *une cicatrice à la cervicale antérieure gauche. Et une cicatrice abdominale* ». Les bénévoles parviendront-ils à aller plus loin dans cette disparition qui demeure inexpliquée ?

Si vous avez vu François Picot ou si vous avez des renseignements même infimes, contactez l'ARPD au 0672323774 ou à normandie@arpd.fr

Lire aussi



Finale du concours Innov'Alim : découvrez les trois projets des étudiants yvetotais

Bonnie Renault

5–7 minutes

La finale du concours Innov'Alim School a eu lieu mardi 24 mars 2026 au campus NaturaPôle d'Yvetot. Au total, 26 projets sur le thème « Scan, score et santé... » ont été présentés.



Par Bonnie Renault

Publié: 24 Mars 2026 à 18h30 Temps de lecture: 1 min

Le grand jour est arrivé pour les étudiants du campus NaturaPôle d'Yvetot en licence professionnelle Fodipa (Formulation et développement industriel de produits alimentaires). Depuis le mois de septembre, ils travaillent sur la création d'un projet dans le cadre du concours Innov'Alim School. Ce mardi 24 mars 2026, les 26 groupes d'étudiants venus de toute la Normandie ont présenté leur projet.

Innover en respectant l'environnement

Cette année le thème est : « Scan, score et santé : les produits qui font matcher innovation, nutrition et environnement ». « *Pour nous l'objectif c'est de stimuler les jeunes et montrer que le domaine de*

l'agroalimentaire est en changement constant », explique Séverine Prodhomme, responsable emploi formation, à l'[Area Normandie](#), partenaire de ce concours. Ce défi permet aux élèves de travailler à la fois sur la gestion d'un projet, sur la communication et le marketing des produits, et également de travailler avec des professionnels du secteur.

Pour cette huitième édition, [le campus d'Yvetot](#) reçoit pour la première fois le concours. Et trois trinômes représentent l'établissement Yvetotais. En début de matinée, ils ont eu 180 secondes pour faire découvrir leur projet au public ainsi qu'au jury composé de huit personnes.

Place à la dégustation

Une fois les présentations terminées, place à la dégustation. Au menu : sandwich, yaourt, boisson énergisante, café, snack et même chewing-gum... Le jury déambule dans l'établissement afin de découvrir, goûter et noter chaque produit. *« On regarde si les produits sont innovants, bons pour la santé, leur potentiel de développement et le côté réaliste du projet »*, explique Jean-Noël Le Carpentier, chef d'entreprise et président du jury, impatient de tester des produits parfois inédits.

Le premier trinôme d'Yvetot est composé d'Axel, Olympe et Bérénice. Ils sont partis sur une recette de sandwich à base de farine de lentilles. *« Dans notre enfance, on a mangé beaucoup de sandwichs de grande surface, rapides et jamais très bons. Donc on a voulu proposer une alternative sans gluten notamment pour favoriser la digestion »*, explique Olympe, membre du projet Trilégumine. Dans ce sandwich on retrouve également : des carottes râpées, du poulet mariné au miel et au vinaigre de cidre et une sauce à la betterave.

(On a voulu revisiter la teurgoule, un dessert traditionnel normand

Amah-Marina, Membre du projet Teurgood

Une fois le repas terminé quoi de mieux qu'un dessert. Nicolas,

Amah-Marina et Paul ont souhaité revisiter la teurgoule, un dessert traditionnel normand, tout en gardant son authenticité. « *On a complètement changé l'apport en sucre et à la place du lait entier, on a mis du lait écrémé* », explique Amah-Marina, étudiante et membre du projet Teurgood.

Pour le dernier projet yvetotais, Pauline, Nathan et Yosra se sont attaqués au lactose avec Lacti'Mix. « *On a voulu innover avec un dessert lacté à base de fruits, de produits laitiers et on a également mis de la betterave*, développe Pauline. *Et pour accompagner le dessert on a créé des chips de pommes pour le côté gourmand.* » Ils ont également utilisé de la farine de pomme pour avoir l'allégation source de fibres.

Sur les 26 groupes passés sous l'œil du jury, sept ont été retenus en finale. Concernant les projets yvetotais, Trilégumine fait partie des sept finalistes, mais n'a remporté aucun prix.

Lire aussi



[On fait quoi ce week-end dans le pays de Caux ?](#)



« Une architecture exceptionnelle méconnue » : Neufchâtel-en-Bray obtient un nouveau label patrimoine

Anne Bouchet

6–7 minutes

La commune de Neufchâtel-en-Bray vient de recevoir le label « Patrimoine de la reconstruction en Normandie », qui met en avant l'architecture d'après-guerre. Explications.



Publié: 24 Mars 2026 à 16h31 Temps de lecture: 1 min

« *La ville de Neufchâtel-en-Bray était exceptionnellement belle avant les destructions liées à la guerre. Ce label, c'est une revanche.* » Juste avant de [rendre son écharpe de maire](#), Xavier Lefrançois était fier de pouvoir présenter l'obtention par sa commune du [label « Patrimoine de la reconstruction en Normandie »](#).





La commune de Neufchâtel-en-Bray vient de recevoir le label « Patrimoine de la reconstruction en Normandie ». - Photo Paris Normandie

Neufchâtel est la 13e ville de la région (et la 3e de Seine-Maritime) à obtenir ce label qui vise à mettre en lumière l'architecture d'après-guerre (1945-1975). *« On a une architecture exceptionnelle méconnue et on ne le réalise pas, ce label encourage la préservation et l'adaptation d'un patrimoine urbain caractéristique. »*

Des centaines de documents d'archives

Les services de la mairie travaillent [sur ce dossier de candidature depuis 2022](#), *« on a été retoqué deux fois. C'est un gros travail mené par Bastien Cambray (responsable du musée), Philippe Trélat (en tant qu'adjoint) et Céline Sinha (qui a depuis quitté la mairie). »* En effet, un dossier de plus de 300 pages avec de nombreux documents et archives a été constitué pour présenter la candidature de la commune auprès des services de la Région. *« Que je sois conseiller régional n'a pas aidé, au contraire même »,* sourit Xavier Lefrançois...

Bastien Cambray s'est plongé dans les archives du [musée Mathon-Durand](#), qui ne se sont pas vraiment classées, pour dénicher tous les éléments susceptibles de démontrer l'intérêt historique de la reconstruction de Neufchâtel-en-Bray. Philippe Trélat, lui, s'est rendu notamment aux archives départementales ou encore à la BNF à Paris. *« Ce qui a surpris le jury, c'est une affiche remarquable et de grande valeur, retrouvée au musée, qui appelle à un emprunt pour la reconstruction de plusieurs villes : Rouen, Dieppe, Yvetot... et Neufchâtel. »* Le document, en très bon état, devrait dater de 1947.





Cette affiche en très bon état, faisant la promotion d'un emprunt pour la reconstruction de villes normandes, a marqué le jury du label. - Photo Paris Normandie

Cité américaine, ISAI, pont-route, hôpital...

Alors que le [label Patrimoine du XXe siècle que la commune a obtenu en 2015](#) ne concernait que le centre administratif réalisé par l'architecte Robert Auzelle, cette marque régionale s'attache à un périmètre plus large comprenant près d'une cinquantaine de rues et mettant l'accent sur plusieurs points forts : les maisonnettes des cités américaine et suédoise (quartier Val Boury), le pont-route, les ISAI (acronyme de Immeuble Sans Affectation Immédiate) rue du Général-de-Gaulle, le théâtre, l'école maternelle Charles Perrault, l'hôpital... *« Ce label prend en compte les quartiers d'habitation auxquels on ne prêtait pas d'importance, précise Philippe Trélat. //*

met aussi en avant des détails architecturaux caractéristiques comme les portes, les menuiseries, les corniches, les garde-corps, des motifs de briques, des façades... Des détails devant lesquels on passe tous les jours sans les voir. »

L'obtention de ce label va permettre à la municipalité d'obtenir des subventions de la Région pour des travaux de restauration. *« Son objectif est de dynamiser la vie commerciale et touristique, attirer de nouveaux habitants et renforcer l'idée d'appartenance à la commune, détaille [le nouveau maire](#) qui compte bien surfer dessus. Ça nous donne plein d'idées pour mettre en valeur le patrimoine. On veut que ce label soit un levier pour l'attractivité et la rénovation de Neufchâtel-en-Bray. »*

Lire aussi



[Attention ! L'aire de Maucomble sur l'A28 sera fermée ce mercredi 25 mars](#)



Municipales 2026 dans l'agglomération havraise : six recours déposés après le résultat des urnes

La rédaction

10–12 minutes

Alors que s'installent progressivement les nouveaux conseils municipaux, plusieurs recours ont été déposés, par des électeurs ou des candidats malheureux, auprès du tribunal administratif. Zoom sur les six communes de l'agglomération havraise où certains n'ont pas dit leur dernier mot.



À Harfleur comme dans d'autres communes de l'agglomération, les résultats du scrutin sont contestés et font l'objet d'un recours. -
Laure Ferrari/Paris Normandie

Par La rédaction

Publié: 24 Mars 2026 à 18h45 Temps de lecture: 2 min

Six communes de l'agglomération havraise font l'objet de recours après les élections municipales des 15 et 22 mars 2026. À Harfleur, Gonfreville-l'Orcher, Étretat, Épouville, Octeville-sur-Mer et dans la commune associée de Rouelles, des électeurs ou des candidats ont contesté le résultat des urnes, ou la régularité de la campagne.

Épouville

Une « disparité » entre bureaux qui interpelle



A Epouville, la liste menée par Christine Domain a déposé un recours devant le tribunal administratif après les municipales 2026.

- DR

La liste menée par [la maire sortante, Christine Domain](#), battue à Épouville a déposé un recours. Pierre-Emmanuel Le Brun, colistier de la « liste d'union pour les intérêts communaux » (Lupic) le confirme : *« On s'interroge sur la disparité des votes entre le bureau 1 et le bureau 2. Au bureau 2, il y a très peu de voix d'écart entre les deux listes, contrairement au bureau 1. Ce qui a aussi étonné l'avocat spécialisé que nous avons consulté. »* Les plaignants soupçonnent qu'un tract distribué l'avant-veille des élections aurait pu influencer des personnes âgées en leur faisant

croire que la Lupic pouvait être dirigée par l'intelligence artificielle...
Autres raisons du recours : les rumeurs sur l'état de santé de la tête de liste, qui était hospitalisée. Mais aussi la dégradation de panneaux d'affichage ainsi que les insultes et diffamation envers une colistière de la Lupic. Contacté, le maire nouvellement élu, [Julien Delahais](#), n'a pas souhaité s'exprimer.

Harfleur

Une liste qui n'affiche pas sa couleur ?



A Harfleur, la liste menée par Kevin Crochemore a déposé un recours devant le tribunal administratif, après les municipales 2026.
- Paris Normandie

À Harfleur, [Kevin Crochemore \(PCF\)](#) a déposé un recours, ayant perdu « à dix voix près ». « Il y a 52 bulletins nuls, c'est beaucoup. On estime que des habitants ont été dupés par une liste qui se présente officiellement sans étiquette alors que la tête de liste est membre du mouvement classé à l'extrême droite Les Patriotes, et soutenue par Florian Philippot ; et alors que tout dans leur programme, qui tenait sur une page contre 32 pour nous, faisait

référence à des thèmes de campagne qu'on retrouve à l'extrême droite : le dynamisme des commerces, la sécurité et la propreté. »
Selon Kevin Crochemore, des Harfleurais ont voté pour la liste de Tony Leprêtre sans connaître son appartenance politique. Des éléments qui ont pu être « *un point de bascule* ». Contacté, [le maire nouvellement élu](#) n'a pas répondu à nos sollicitations.

Gonfreville-l'Orcher

Une liste qui ne sera pas déposée





Walter Jeanbach a déposé un recours aux motifs de « diffamation » et d'« atteintes à candidature ». - DR

À Gonfreville-l'Orcher, [Walter Jenbach](#), qui milite comme son voisin harfleurais dans le mouvement des Patriotes, n'est pas allé jusqu'au dépôt de la liste. En cause, selon lui, une campagne de « diffamation » et des « atteintes à candidature » qui lui ont valu de déposer un recours. « *J'ai été traité de fasciste, de nazi par des gens qui gravitent autour de la mairie. Ceux qui devaient être mes colistiers ont été victimes de pressions, jusqu'à ce qu'ils se désistent.* » Walter Jenbach a déposé une plainte, dans un premier temps. Puis effectué un signalement à la préfecture de la Seine-Maritime, après que le maire [Alban Bruneau](#) (PCF), réélu depuis au premier tour, a « *fait campagne lors d'un repas des anciens, ce qui est interdit par le code électoral* ». En vain. Ce mardi 24 mars 2026, Walter Jenbach a appris que son recours était rejeté par le tribunal administratif de Rouen.

Étretat

Qui est à l'origine du recours ?





Gaël Buray (à gauche) et André Baillard (à droite) ont voté au même moment à Étretat. Ils ont été battus par Philippe Laferrière. - Karine Leroy/Paris Normandie

L'élection à Étretat a-t-elle été « *litigieuse* » ? C'est en tout cas ce que laisse à penser l'un des deux candidats malheureux à la mairie, Gaël Buray. Arrivé en deuxième position, il affirme toutefois ne pas être à l'origine du recours déposé contre [la liste conduite par Philippe Laferrière](#), élu maire vendredi 20 mars. « *Avec un tel écart de voix ce n'était pas possible* », lâche Gaël Buray. En effet, la liste Tous Étretatais s'est imposée dès le premier tour des élections municipales, dimanche 15 mars 2026 avec 53,41 % des suffrages, reléguant Gaël Buray loin derrière avec 26,38 % et le maire sortant André Baillard à 20,21 %.

En revanche, « *il y a un gros doute qui planait* », notamment concernant le nombre d'inscrits dont parmi eux des enfants de résidents secondaires. « *Il y aurait des adresses douteuses avec trop de résidents à un même endroit* », ajoute le désormais conseiller municipal d'opposition, « *pas surpris par ce recours* ». Philippe Laferrière, joint par Paris Normandie, n'a « *aucune idée* » de l'origine de ce recours. Mardi, nous n'avons pas réussi à joindre André Baillard, qui selon nos informations, a validé les listes électorales après le passage de la commission de contrôle, le 17 février 2026. Il faudra donc encore patienter pour savoir qui en est à l'origine.

Octeville-sur-Mer

Le nombre de représentants à la communauté urbaine





François Marette s'était présenté comme tête de liste à Octeville-sur-Mer. Il a déposé un recours après les élections. - Laure Ferrari/Paris Normandie

À Octeville-sur-Mer, le contentieux électoral ne porte pas sur le score des municipales, mais sur la désignation des élus au sein de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole. François Marette, dont la liste est arrivée en deuxième position avec 35,28 % des voix, a officiellement déposé un recours pour contester la répartition des sièges.

Le village, qui disposait jusqu'alors de trois représentants sur les 130 que compte le conseil communautaire, voit sa délégation réduite à deux élus. La méthode de désignation de ces représentants cristallise les tensions. « *La loi stipule que la moitié des postes est attribuée à la liste majoritaire, le reste étant réparti selon la règle de la plus forte moyenne* », rappelle François Marette, qui conteste l'application de ce calcul. Selon son analyse, le second siège accordé à [Octeville-sur-Mer](#) devrait revenir à la liste arrivée en deuxième position.

« *A l'échelle de la communauté urbaine, ce mode de calcul prive de représentation 40 % de la population des 54 communes membres* », ajoute François Marette. Contactée, la nouvelle municipalité

indique ne pas avoir été informée du recours.

Rouelles

Louisa Couppey dénonce une « injustice »



Louisa Couppey, ici dans ses fonctions d'adjointe au maire du Havre, a déposé un recours pour « atteinte à la sincérité du scrutin et à l'égalité entre candidats ». - Archives Paris Normandie

Battue de 29 voix à [Rouelles](#), Louisa Couppey a déposé un

recours, non en raison du faible écart (« *Je suis très fair play* »), mais pour une « *injustice* ». Elle évoque une « *atteinte à la sincérité du scrutin et à l'égalité entre candidats* ». Elle reproche à Emmanuelle Paumier, la gagnante, de ne pas avoir informé de la réimpression de ses bulletins avant le vote, bulletins dont elle soulève des non-conformités. Elle critique aussi son usage de l'écharpe tricolore en campagne, jugé interdit.

En réponse, Emmanuelle Paumier oppose un « *démenti formel* » : une erreur de prénom a conduit à une réimpression validée par les autorités, les bulletins erronés du premier « jet » ayant été signalés au dépouillement. Sur l'écharpe, elle affirme que l'interdiction ne concerne que la propagande papier, pas les publications sur les réseaux sociaux.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Ponts de Tancarville et de Normandie : la circulation en partie interdite à cause du vent](#)

[Au Havre, les syndicalistes alertent : « Franklin » en péril, usagers et salariés en danger](#)

[Restaurants de plage au Havre : réouverture samedi 28 mars 2026 pour une nouvelle saison](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Épouville \(Seine-Maritime\)](#) [Harfleur \(Seine-Maritime\)](#) [Gonfreville-l'Orcher \(Seine-Maritime\)](#) [Étretat \(Seine-Maritime\)](#) [Octeville-sur-Mer \(Seine-Maritime\)](#) [Le Havre](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)

Municipales à Fécamp : la campagne d'entre-deux-tours tendue laissera-t-elle des traces ?

Matthias Chaventré

6-7 minutes

Dans le cadre des municipales 2026 qui viennent de se conclure, la campagne d'entre-deux-tours a été tendue entre les candidats à Fécamp. Cela laissera-t-il des traces ? La droite entame un 3e mandat d'affilée à la tête de la mairie de Fécamp. Une première.



David Roussel est fraîchement réélu maire de Fécamp. Ce sera le 3e mandat d'affilée de la droite, avec le RN et la gauche en opposition. - Matthias Chaventré/Paris Normandie



Comme une cassure. Tout au long de son mandat de maire de [Fécamp](#), de 2022 à 2026, David Roussel (divers droite) a salué la possibilité de mener sereinement des débats avec l'opposition. Il a tenu le même discours sur une bonne partie de la campagne menant à ces élections des 15 et 22 mars 2026. Mais au soir des résultats qui ont confirmé la droite à la tête de la mairie, les discours ne sont plus les mêmes.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Pour la droite, c'est Marie-Agnès Poussier-Winsback qui offre son point de vue. L'ancienne maire, actuelle députée, parle d'une *« campagne entre le premier et le second tour qui a été terrible : c'est parti dans tous les sens »*.

Derniers épisodes en date relayés sur les réseaux : de l'affichage sauvage par le Rassemblement national et de la distribution de tracts à un rond-point à des automobilistes en train de conduire – comme ça avait déjà eu lieu au premier tour, concernant ce second point. Des comportements qui seraient interdits par la loi, selon la droite.



Bénédicte Martin saluée par les siens, après une campagne qui a

« Contre les extrêmes »

À gauche, Bénédicte Martin a dénoncé des « *attaques* », cette fois de la part du maire sortant, David Roussel. Notamment dans le viseur, un tract de la liste divers droite dans lequel celle-ci s'est dit le rempart « *contre les extrêmes* » : le Rassemblement national... et La France insoumise qui comptait trois membres dans l'union de gauche.

Alors que les résultats étaient encore attendus, un militant de la gauche fécampoise a regretté ces trois mots de la droite. « *Alors qu'en 2022, elle a gagné d'un cheveu face à l'extrême droite, grâce à nos voix. Je n'oublierai pas tout ça* », promet-on.

« Le clivage a été bien plus prononcé. »

Bénédicte Martin, Union de la gauche

[Au terme de ces municipales, la droite l'a emporté avec 49 voix d'avance sur la gauche.](#) David Roussel et son équipe compteront 24 sièges au conseil municipal. La gauche : 6 ; le Rassemblement national : 3. L'élection du maire se déroulera vendredi 29 mars 2026, à 19h, à l'hôtel de ville.

« *On repart dans l'opposition. Sans doute plus offensive qu'on ne l'a été : parce que le clivage a été bien plus prononcé, lâche Bénédicte Martin. Bien sûr que la gauche reste unie. C'est une logique militante de gens sur le terrain qui travaillent ensemble, qui avaient envie de donner un nouvel élan. Cette ville a besoin de transformations. Ce ne sera pas fait avec David Roussel, dans les six ou sept prochaines années. Ce qui n'a pas été fait au cours des six dernières années ne sera pas plus fait au prochain mandat.* »
Le ton est donné à gauche.

« Pas d'obstruction systématique » chez le RN

Serge Girard (RN), arrivé 3e, ne souhaite pas être « *dans*

l'obstruction systématique. Ce n'est pas mon style. Par contre, on fera respecter nos valeurs et nos idées. » Comme en 2014, la droite devra faire face à deux oppositions. *« Les élus du RN seront des élus comme les autres. Ils seront traités avec le respect qui leur est dû, parce qu'ils ont été élus avec des voix de citoyens fécampois. Tout comme les élus de La France Insoumise »*, formule David Roussel. Pour la première fois, la droite se lance dans un troisième mandat d'affilée à Fécamp. [Jean-Pierre Deneuve n'en avait effectué que deux \(1977-1989\).](#)

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Fécamp. François Picot introuvable depuis décembre 2020 : l'ARPD à la recherche du moindre indice](#)



Municipales 2026 à Rouen. L'ancien président de la Métropole Frédéric Sanchez quitte la vie politique

Benoît MARIN-CURTOUD

5-6 minutes

Jeu de chaises musicales dans l'opposition à Rouen. Après la défaite de la droite aux municipales, Frédéric Sanchez jette l'éponge. Le colistier de Marine Caron, ancien président PS de la Métropole, laisse la place à Bruno Devaux.



Frédéric Sanchez a annoncé qu'il quittait la vie politique municipale de Rouen après l'échec de la liste de Marine Caron. - Photo Paris-Normandie



Publié: 24 Mars 2026 à 12h05 Temps de lecture: 1 min

Un qui s'en va, l'autre qui revient : c'est la scène qu'offre, depuis

lundi 23 mars 2026, la liste de la droite et du centre de Marine Caron, qui a été battue lors des élections municipales à [Rouen](#). Frédéric Sanchez (Horizons) laisse son fauteuil à Bruno Devaux (LR).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Sur les réseaux sociaux, l'ancien président de la Métropole Rouen Normandie (de 2015 à 2019) et ancien maire du Petit-Quevilly - qui était au PS à l'époque et qui s'est rallié au parti d'Edouard Philippe Horizons en 2023 après son passage comme consul général de France à Québec - a jeté l'éponge.

Élu en tant que conseiller municipal de l'opposition, il a annoncé sur sa page Facebook, dès dimanche soir, qu'il ne siégerait pas lors des prochaines réunions.

Pas de « vocation » à être candidat dans six ans

« Après une campagne électorale intense, les Rouennais ont choisi la continuité et renouvelé leur soutien au maire sortant et à son équipe... J'ai été honoré et heureux de contribuer à porter un projet d'alternance pour Rouen et ses habitants en étant candidat sur la liste Réussir Rouen avec Marine Caron. Ce projet n'a pas rencontré l'adhésion majoritaire des Rouennais... J'ai décidé de ne pas siéger au conseil municipal n'ayant aucune vocation à être à nouveau candidat dans 6 ans. Je demeure un citoyen engagé qui aime sa ville, son agglomération et qui aime son pays », a notamment écrit Frédéric Sanchez.

Conséquence mécanique pour la liste de Marine Caron, qui avec 26,46 % des suffrages a réussi à envoyer sept élus au conseil municipal (sur 55), [c'est Bruno Devaux, opposant de droite de la première heure à Nicolas Mayer-Rossignol et spécialiste des questions budgétaires, qui était au huitième rang](#), qui retrouve son rond de serviette à l'hôtel de ville.





Bruno Devaux, 8e de la liste de Marine Caron, profite du retrait de Frédéric Sanchez pour réintégrer le conseil municipal. - Photo Paris-Normandie

Sans évoquer le retrait de son colistier Frédéric Sanchez, Bruno Devaux a annoncé lundi 23 mars que « *les Rouennaises et les Rouennais ont voté et choisi leurs conseillers municipaux* ». « *J'ai l'honneur d'en faire partie pour le cinquième scrutin successif... Je peux continuer à défendre nos valeurs républicaines et humanistes au conseil municipal de Rouen* », a détaillé l'élus.

L'accueil de Frédéric Sanchez au sein de la liste de Marine Caron n'est pas évoqué par les protagonistes et Frédéric Sanchez a décidé de limiter les commentaires sur sa page Facebook. Mais l'opération « transfuge » de cet ancien PS était assez mal passée auprès des soutiens traditionnels de la droite rouennaise.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



Municipales 2026. Après sa défaite à Isneauville, la maire sortante saisit le Tribunal administratif

3–4 minutes

La maire sortante d'Isneauville, Sylvie Laroche, et son équipe ont été battues avec seulement huit voix d'écart, le 15 mars. Elle a déposé un recours au Tribunal administratif.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)



La maire sortante Sylvie Laroche (5e à gauche), a annoncé avoir déposé un recours après sa défaite aux élections municipales d'Isneauville. ©Emilien Jacques

Par [Emilien Jacques](#) Publié le 25 mars 2026 à 9h18

Moins d'une semaine après le résultat du premier tour des élections municipales à [Isneauville](#), **Sylvie Laroche, battue par huit voix d'écart** par son unique opposante Véronique Chabran, a annoncé avoir **déposé un recours** auprès du Tribunal administratif. La maire sortante l'a fait savoir lors d'une conférence de presse tenue sur la place Alfred-Cramilly, samedi 21 mars, entourée d'un bon nombre de ses colistiers.

« De graves dysfonctionnements »

« Le faible écart de voix combiné à de graves dysfonctionnements constatés dans un bureau de vote, maintient **un doute raisonnable** quant à la sincérité et à la légitimité du scrutin », a d'emblée déclaré Sylvie Laroche, dans un discours retransmis en direct sur la page Facebook de sa liste Isneauville en action. Des irrégularités relevées le jour du scrutin ont donc soulevé, au sein de son équipe, des « interrogations légitimes quant au respect des règles électorales », pouvant **remettre en cause le résultat du vote**, selon la maire sortante.

Accusations de harcèlement moral

Dans son communiqué, Sylvie Laroche a également évoqué le climat « particulièrement tendu » de la campagne électorale à Isneauville, marquée selon elle par des « **attaques personnelles** » et des « invectives répétées » sur sa personne et ses soutiens.

Des « tentatives d'intimidations » sur ses colistiers, qui pour certains se sont fait « suivre à leur domicile », selon Sylvie Laroche, relèvent du « harcèlement moral », accuse-t-elle.

« Le déroulement général des opérations électorales », ajouté au « **climat délétère de la campagne** », a donc conduit l'équipe d'Isneauville en action à formuler ce recours. Recours qui ne s'inscrit pas « dans une démarche de contestation systématique de la future mandature », selon Sylvie Laroche, « mais dans un appel à l'application rigoureuse des lois qui encadrent les campagnes

électorales et la tenue des bureaux de votes », a conclu l'élue.

Dans l'attente d'une réponse du Tribunal administratif concernant le recours déposé, **Véronique Chabran a été officiellement élue maire** d'Isneauville par le conseil municipal, lors de la séance du dimanche 22 mars.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Fonction publique : les syndicats réclament le retrait de la réforme du temps partiel thérapeutique

Par Paul Idczak

4–5 minutes

Nouvelle pièce dans le débat entre les syndicats et l'administration au sujet de la future révision des modalités du temps partiel thérapeutique (TPT) dans la fonction publique. Dans un communiqué publié le 20 mars dernier, les huit principales organisations syndicales représentant les agents publics (CGT, FO, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP) se sont exprimées, de concert, pour réclamer le *“retrait immédiat”* des modifications envisagées par l'exécutif, cinq ans après la dernière réforme du dispositif, en 2021.

Lire aussi : [Fonction publique : l'administration veut revoir les modalités du temps partiel thérapeutique](#)

Pour l'intersyndicale, les pistes présentées par le ministère de la Fonction publique sont qualifiées d’*“inacceptables”*. Parmi elles, l'instauration d'un délai maximal de 30 jours à compter de la demande pour accorder le TPT ouvrirait, selon eux, la porte *“à des refus ou à des remises en cause de la prescription médicale initiale”*, tandis que la mise en place d'un entretien obligatoire entre l'agent concerné et son employeur, visant à organiser plus efficacement la continuité du service, serait un moyen de *“dissuader les agents de recourir à leur droit”*.

En outre, les syndicats contestent aussi l'impact de la réforme proposée sur la durée de reconstitution des droits, puisque la

mouture présentée par l'administration prévoit d'exclure les absences pour raison de santé du compteur, contrairement à ce qui est en vigueur dans le droit actuel.

“Une volonté d'affaiblir la portée” du TPT

Dans ses documents de travail présentés lors des premiers groupes de travail, la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) avait justifié cette réforme par la *“nécessité”* d'avoir *“un cadre plus lisible”* pour organiser l'activité des services concernés, du fait d'un *“doublement”* du recours au dispositif depuis 2021, et aux *“besoins accrus d'ajustements organisationnels dans des délais contraints”*. Le tout, afin de proposer un TPT *“plus fluide et plus protecteur au quotidien”*.

Pour les syndicats, le compte n'y est pourtant pas du tout. *“Sous couvert de concertation, les documents [...] montrent clairement une volonté de restreindre l'accès au TPT et d'affaiblir sa portée, sans aucun bilan sérieux ni analyse des causes réelles du recours au dispositif”*, écrivent-ils dans leur communiqué du 20 mars.

Plus globalement, c'est l'articulation de ces changements avec les autres chantiers menés en parallèle par l'administration qui interpelle l'intersyndicale. Ils estiment ainsi que la position de l'exécutif est *“incompréhensible et contraire aux discours du gouvernement sur la protection de la santé des agents publics et de l'égalité professionnelle”*. Et fustigent, dans ce cadre, *“une réforme qui reviendrait à réduire l'accès au TPT et à affaiblir les droits des agents malades”*.

Lire aussi : [Fonction publique : nouveau couac pour le groupe de travail sur le temps partiel thérapeutique](#)

Rappelons que les discussions sur le TPT ont mal commencé, puisque l'ensemble des syndicats a quitté la première réunion, début février, du fait de l'absence de données chiffrées fournies par les employeurs, tandis que le deuxième groupe de travail, organisé quelques jours plus tard, s'est achevé prématurément, en raison de

problèmes techniques. Résultat : le projet de décret, qui devait être présenté au CCFP du 11 mars, n'a finalement pas été mis à l'ordre du jour par le gouvernement.

Les derniers échanges sur le TPT, qui se sont tenus le même jour, n'auront pas non plus permis de faire évoluer la situation. Difficile désormais, au vu du dernier communiqué, d'imaginer les différentes parties trouver un terrain d'entente.

La “décentralisation” de l'évaluation des politiques publiques gagne du terrain

Par Philippine Ramognino

4–5 minutes

Par [Philippine Ramognino](#) - 24 mars 2026 - 5 min de lecture

La Société française de l'évaluation a publié un baromètre inédit dressant le bilan de plus de 15 ans de pratique évaluative en France. Principal enseignement : les collectivités territoriales, et notamment les régions, s'imposent progressivement face à l'État dans cet exercice devenu “un pilier de la transformation de l'action publique”.



Image d'illustration générée via Midjourney.

À l'heure de la crise des finances publiques, l'évaluation apparaît plus que jamais comme un levier pour optimiser la dépense. Elle demeure également un outil de taille pour l'action publique, lui

permettant de mesurer l'adéquation des décisions prises avec les réalités et besoins du terrain. Mais comment la pratique de l'évaluation des politiques publiques a-t-elle évolué ces dernières années ? La Société française de l'évaluation, avec le soutien de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), a publié un [baromètre](#) inédit, brassant plus de 15 ans de pratiques, que ce soit au niveau des administrations centrales, des collectivités, du Parlement ou des instances telles que la Cour des comptes. Qualifiée de *“thermomètre de l'évolution de l'action publique”* au service de celle-ci, cette étude donne à voir les pratiques à l'œuvre en matière d'évaluation des politiques publiques, les thématiques privilégiées comme la manière de mener cet exercice, de 2007 à 2023.

Lire aussi : [Évaluation : l'OCDE met en place un outil d'autodiagnostic pour aider les pays à se situer](#)

“Les témoignages et retours d'expérience partagés dans ces pages montrent comment l'évaluation peut devenir un levier de transformation, en aidant les acteurs publics à mieux piloter

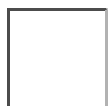
Pour accéder à cet article, vous devez vous connecter

Vous disposez déjà d'un compte ?

Pas encore de compte ?

Profitez d'un accès illimité à tous nos contenus et à notre service acteurspublics 360 IA

[Abonnez-vous](#)



Publié le 24 mars 2026 · 5 min de lecture

×

Vous ne pouvez enregistrer cet article dans votre bibliothèque car vous n'avez pas créé de compte

Découvrez le dernier numéro d'Acteurs publics